



Munich Personal RePEc Archive

Evaluation of the effects of economic policies on informal sector performance and poverty in Cameroon: a Computable General Equilibrium model analysis

Alia, Didier and Ndjana, Willy and Nghogue, Erith

ISSEA

May 2009

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/30339/>
MPRA Paper No. 30339, posted 17 Apr 2011 13:23 UTC

Résumé

L'objectif de ce papier est d'évaluer les effets de politique économique sur les performances du secteur informel et la pauvreté au Cameroun. Elle est fondée sur une modélisation en équilibre général calculable de l'économie camerounaise. Le modèle utilisé comporte 5 branches de production dont 2 du commerce, 2 marchandes et 1 non marchande, 4 facteurs de production et 3 ménages représentatifs. Il présente l'avantage d'intégrer une modélisation détaillée des transferts, des taxes et une prise en compte des marges commerciales. Les données de l'étude proviennent principalement d'une matrice de comptabilité sociale élaborée pour le Cameroun avec 2003 comme année de base et de la troisième enquête camerounaise auprès des ménages qui comporte 11391 ménages répartis en ménages formels (27,42%), en ménages informels agricoles (36,10%) et en ménages informels non agricoles (36,48%). Trois types de politique ont été simulées : la hausse de l'investissement des ménages informels à travers les programmes **PIAASI** et **PADER**, la hausse des salaires de personnels civils et militaires de l'Etat combinée à la baisse des taxes l'importation, et une combinaison des deux précédentes mesures. Les principaux résultats obtenus suggèrent que la hausse de l'investissement des ménages informels a un effet positif sur les performances du secteur informel et conduit à une diminution de la pauvreté des ménages de ce secteur. Elle a cependant l'effet inverse sur le secteur formel. Par contre la hausse des salaires et la baisse des taxes à l'importation est bénéfique au secteur formel, mais moins favorable au secteur informel. La combinaison des deux effets s'est traduite par une atténuation de l'effet de la deuxième politique.

Mots clés : MEGC, Politique économique, Secteur informel, Pauvreté.

JEL Classification : D58, E26, I32, O17

Abstract

The main purpose of this paper is to evaluate the effects of economic policies on informal sector performances and poverty in Cameroon. It is based on a model in general equilibrium calculation of the Cameroonian economy. The model has 5 production sectors including 2 commercial sectors, 2 tradable sectors and 1 non tradable sector, 4 production factors and 3 representative households. It has the advantage of incorporating a detailed modeling of transfers, taxes and consideration of trading margins. The data used in study come from a social accounting matrix developed for Cameroon with 2003 as base year and the third survey from Cameroonians households which includes 11,391 households divided into formal households (27.42%), informal agricultural households (36.10%) and informal non-agricultural households (36.48%). Three types of policies have been simulated : the rise of informal household investment through the programs **PIAASI** and **PADER**, rising salaries of civilian and military personnel followed by the reduction of import taxes rate, and the combination of the two previous measures. The main results suggest that the increase in informal households investment has a positive effect on the performance of the informal sector and led to a decrease in household poverty in this sector. However, it has the opposite effect on the formal sector. As against rising wages and reduction of import taxes rate is beneficial to the formal sector, but less favorable to the informal sector. The combination of two effects resulted in attenuation of the effect of the second policy.

Keywords : EGC Model, Economic policy, Informal sector, Poverty.

JEL Classification : D58, E26, I32, O17

1 Introduction

Depuis plusieurs années et avec l'avènement de la crise économique des années 1980, le dualisme « *formel-informel* » n'a cessé d'alimenter la littérature. Cet engouement trouve une justification dans l'évolution sans cesse croissante de ce secteur dans les pays en développement. C'est ainsi qu'au début des années 1990, le secteur informel emploie 77,4% de la population active exerçant dans le secteur non agricole et représente près de 25% du PIB en Afrique subsaharienne (**Charmes**, 2005).

Ce qui est vrai pour l'Afrique subsaharienne, l'est également pour le Cameroun. En effet, 42,3% du PIB non agricole au Cameroun en 1995 est l'œuvre du secteur informel, soit un peu moins de 34% du PIB national. Aujourd'hui, le secteur informel a encore gagné un peu plus de place au Cameroun. A ce sujet, selon les comptes nationaux du Cameroun, le secteur informel emploie 93% de la population active en 2003. De plus, bien que n'étant pas à l'origine de la production nationale la plus importante, le secteur informel est celui qui a créé le plus de richesses au Cameroun en 2003.

Par ailleurs, les « ménages informels¹ » se caractérisent par des revenus faibles. Du point de vue de la pauvreté monétaire et en se fiant à l'importance de l'emploi alloué au secteur informel, il est sans aucun doute la source de revenus de la plupart des pauvres.

Fort de cette importance dans la création des richesses, le secteur informel occupe une place particulière dans les programmes de développement au Cameroun depuis quelques années. C'est dans cet ordre d'idées que s'inscrivent les programmes d'appui au secteur informel dont les plus importants sont le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (**PIAASI**) et le Programme d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (**PADER**) qui pour l'essentiel se résument à la formation et au financement des auto-emplois. A côté de ces programmes, on note quelques mesures de politique économique susceptibles d'avoir un impact sur le secteur informel. En l'occurrence, nous distinguons les mesures visant la revalorisation salariale des personnels civils et militaires de l'Etat et l'exonération des droits et taxes à l'importation de certains produits de première nécessité de 2008.

¹Ce sont les ménages dont le chef tire ses revenus les plus importants du secteur informel.

Ainsi, la mise en œuvre des politiques économiques suscite le problème de l'évaluation de leurs effets sur l'activité économique, ou encore de l'évaluation de leurs effets sur le niveau de vie des populations. Dans l'objectif de réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015 et compte tenu du fait que le secteur informel occupe une place de choix dans l'économie camerounaise, on se demande si les récentes mesures de politique économique mises en œuvre au Cameroun sont à même d'améliorer son efficacité et de réduire la pauvreté. En d'autres termes, *quel serait l'impact de ces mesures de politique économique sur les performances du secteur informel et la pauvreté au Cameroun ?*

Ce papier se propose d'apporter une réponse au souci d'évaluation de l'impact des récentes mesures de politique économique prises au Cameroun sur les performances du secteur informel en adoptant une méthodologie de recherche basée sur la construction d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable (**MEGC**). Pour ce faire, dans la première partie de ce travail, nous ferons une revue de la littérature qui présentera concomitamment l'origine et les principales analyses auxquelles se prêtent les MEGC, et les différentes méthodologies d'analyse de la pauvreté dans le cadre des **MEGC**. La deuxième partie de ce travail s'attardera sur la présentation du modèle théorique d'analyse du secteur informel et de la méthodologie de la pauvreté basée sur les indicateurs **FGT**². La troisième partie donne une analyse descriptive de l'économie informelle camerounaise. Quant à la quatrième et dernière partie, elle présentera les résultats des simulations de politiques économiques.

2 Revue de la littérature

Les Modèles d'Equilibre Général Calculable trouvent leurs origines dans le cadre théorique des modèles d'*équilibre général concurrentiel* développés au 19^{ième} siècle par l'école de pensée néoclassique ou marginaliste dont les principaux chefs de file furent **Gossen**(1854), **William Stanley Jevons** (1871), **Karl Menger** (1871) et **Léon Walras** (1874-1877) qui est considéré comme celui ayant apporté la contribution la plus importante quant à la conceptualisation de ces modèles. La poursuite de cette conceptualisation s'est faite au cours du 20^{ième} siècle avec les travaux d'**Arrow** et **Debreu** (1954) ainsi que ceux de **McKenzie** (1954, 1981). Le souci d'associer dans un même cadre d'analyse les

²Foster-Greer-Thorbecke

informations microéconomiques provenant des modèles d'équilibre général concurrentiel à un cadre global d'analyse économique a permis dans la deuxième moitié du 20^{ième} siècle l'essor de nouveaux modèles macroéconomiques qui devaient désormais ouvrir la voie à une multitude d'analyses économiques.

C'est dans cet ordre d'idées que se sont inscrits les Modèles d'Equilibre Général Calculable. En effet, durant la fin de la deuxième moitié du 20^{ième} siècle, les MEGC se sont prêtés à de nombreuses analyses et dans des domaines divers. **Johansen** (1960), **Haberger** (1962) et **Scarf** (1973) sont les premiers auteurs à avoir élaboré des MEGC (**Adoété Ega**, 2007). Ces modèles qui étaient pour la plupart construits pour les pays développés ont été qualifiés de « *MEGC walrasiens* » car admettant les hypothèses de plein emploi des facteurs et s'intéressant en particulier au problème d'allocation optimale des ressources. Dès lors, la construction des MEGC va connaître une nouvelle orientation pour se préoccuper presque entièrement des questions liées à la distribution des revenus et à la pauvreté.

Les premiers auteurs à utiliser les MEGC dans le cadre de l'analyse de la distribution des revenus furent **Adelman** et **Robinson** (1978) pour le compte de la Corée du Sud (**Boccanfuso et al**, 2003). Les travaux de ces auteurs ont donné naissance à ce que la littérature a qualifié de modèles « *structuralistes néoclassiques* », la principale raison à cela étant le fait que ces modèles venaient palier à certaines insuffisances liées aux hypothèses néoclassiques qui s'accommodaient mal des imperfections dans le fonctionnement des marchés observées dans les pays en développement. Les programmes d'ajustement structurel ont également fait l'objet de nombreuses modélisations dans le cadre des MEGC et de l'analyse de la distribution. Et à cet effet, on note les travaux de **Bourguignon et al** (1991), les travaux de **Thorbecke** (1991) qui analysent la distribution des revenus en Indonésie, etc.

Chia et al (1992) sont les premiers auteurs à allier « Etude de la pauvreté » et « Modélisation en Equilibre Général Calculable »³. Les auteurs procèdent ainsi à une combinaison MEGC et calcul des indices de pauvreté à la **Foster-Greer-Thorbecke (FGT)**. La mise en avant des problèmes de pauvreté dès le début des années 1990 a favorisé l'expansion de cette méthodologie. C'est ainsi que **Decaluwé et al** (1998) ont montré comment

³Le modèle a été appliqué en Côte d'Ivoire. L'auteur a été cité par **Boccanfuso et al** (2003)

les Matrices de Comptabilité Sociale et les MEGC peuvent être utilisés pour analyser la distribution des revenus et la pauvreté. L'année suivante, **Decaluwé, Dumon et Savard** s'attèlent à la comparaison des différents types de modélisation visant l'évaluation de l'impact des chocs de politiques économiques sur l'incidence de la pauvreté et la redistribution des revenus. Dans cet article, trois principales modélisations sont mises en avant :

- ➔ il s'est agi premièrement d'une modélisation traditionnelle de MEGC spécifiant un grand nombre de ménages ;
- ➔ deuxièmement, leur attention s'est portée sur l'estimation, à partir des données d'enquête, d'une fonction de distribution du revenu ;
- ➔ et enfin, un intérêt particulier est accordé aux MEGC microsimulés.

Decaluwé, Dumont et Savard s'accordent au terme de leurs travaux sur le fait que cette dernière modélisation, malgré la complexité que sa construction et sa mise en œuvre suscitent, donne une image plus fidèle de la distribution des revenus à cause de la pertinence de l'information intra-groupe sur laquelle elle s'appuie.

En 2001, **Cogneau et Robillard** présentent un modèle de microsimulation⁴ ayant deux caractéristiques innovantes à savoir la modélisation des comportements d'allocation du temps de travail au niveau microéconomique et la prise en compte dans le modèle de certains effets d'équilibre général à partir de la détermination endogène des prix. L'une des spécificités de leur travail est le traitement de façon explicite de l'hétérogénéité des qualifications, des préférences et des opportunités d'allocation du travail, ainsi que des préférences de consommation au niveau microéconomique.

Fofana et al (2006) ont analysé l'impact distributif de la réduction unilatérale des tarifs douaniers dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest que sont le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée et le Sénégal. Ils montrent ainsi à partir d'un MEGC microsimulé que la réforme commerciale ne contribuerait pas, du moins à court terme, à réduire la pauvreté dans ces pays et serait surtout défavorable aux ménages ruraux.

Chemingui et Thabet (2008) ont tenté de répondre à un certain nombre de questions parmi lesquelles :

⁴Le modèle a été élaboré pour Madagascar.

- ➡ la dépendance de la Tunisie vis-à-vis des prix mondiaux des produits agricoles peut elle créer plus de pauvreté ou non ?
- ➡ à quel point les ménages peuvent ils être affectés par les changements de politique commerciale ?
- ➡ une libéralisation multilatérale dans le secteur agricole vaut-elle mieux qu'une libéralisation bilatérale ?

Chemingui et al montrent à travers un MEGC microsimulé que bien que la libéralisation commerciale n'influence pas véritablement le PIB à court terme, elle contribue tout de même à réduire la pauvreté. De plus, selon ces auteurs, une libéralisation commerciale globale associée à une libéralisation du marché intérieur réduit davantage la pauvreté qu'une libéralisation du marché domestique mise en œuvre seule.

Plusieurs MEGC ont déjà également été élaborés pour analyser la pauvreté au Cameroun. A cet effet, les contributions les plus importantes sont à mettre à l'actif d'une poignée d'auteurs. **Emini et al**(2005) examinent les effets possibles des accords de Doha⁵ sur la pauvreté au Cameroun. A partir d'un MEGC microsimulé, les auteurs montrent que les accords de Doha sont de nature à réduire la pauvreté au Cameroun. En 2006, **Emini et al** mettent en œuvre un MEGC avec double calibration⁶ pour décomposer les effets des politiques économiques sur l'évolution de la pauvreté au Cameroun.

La modélisation du secteur informel dans le cadre des MEGC n'a pas véritablement suscité un engouement particulier de la part des auteurs. La première modélisation en EGC du secteur informel a été le fait de **Kelley** (1994). Il examine dans son article intitulé « *The Informal Sector and the Macroeconomy : A Computable General Equilibrium Approach for Peru* » l'influence au niveau macroéconomique du secteur informel au Pérou à travers un MEGC. L'auteur arrive à la conclusion suivant laquelle, le secteur informel contribue à réduire le multiplicateur keynesien. En désagrégeant la production informelle, **Kelley** permet de mettre en évidence la réaction du secteur informel suite à un ou plusieurs changements de la politique économique.

⁵Ensembles d'accords effectués sous l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce en vue de promouvoir la libéralisation commerciale.

⁶La double calibration vient du fait de l'utilisation de deux MCS construites pour deux années différentes afin d'analyser la dynamique du phénomène étudié entre ces deux périodes.

Une autre contribution non moins importante que la première est donnée par **Montaud** (2000). L'originalité des travaux de **Montaud** est basée sur la prise en compte de deux conceptions suivant deux logiques différentes dans la modélisation du secteur informel. Si la première conception considère le secteur informel comme un secteur prépondérant, relativement bien inséré dans l'économie et inscrit dans une logique concurrentielle, la deuxième quant à elle considère le secteur informel comme un secteur de faible taille et marginale par rapport au secteur formel.

Le secteur informel camerounais a fait l'objet d'une modélisation dans le cadre des travaux de **Cogneau, Razafindrakoto et Roubaud** en 1996. Il s'est agi pour ces auteurs de construire un MEGC pour évaluer l'impact de l'ajustement budgétaire et monétaire qui a été mis en œuvre suite à la dévaluation de 1994. Ils arrivèrent ainsi à la conclusion suivant laquelle la production et l'emploi du secteur informel sont sans ambiguïté contracycliques, tandis que le revenu réel par tête apparaissait peu sensible à la conjoncture des revenus formels.

3 Méthodologie

La méthodologie que nous nous proposons de mettre en œuvre tout au long de cette étude s'articule en trois principales parties. Pendant que la première partie présentera le modèle théorique EGC, la deuxième et la troisième partie s'attarderont sur la définition et le mode de calcul des indicateurs de performances du secteur informel et de la pauvreté.

3.1 Modèle théorique

Le modèle théorique que nous postulons dans le cadre de ce travail est inspiré des MEGC construits par **Cogneau et al** (1996), par **Montaud** (2001) et par **Strimbu Lee** (2005). Le choix de ces modèles est motivé par la modélisation du secteur informel comme secteur concurrentiel et/ou dualiste au secteur formel.

Le modèle théorique d'analyse que nous allons étudier comprend cinq secteurs : quatre secteurs de biens et services marchands et non administratif (activités formelles et informelles) et un secteur non marchand qui produit des services administratifs. Ces diffé-

rents secteurs utilisent, pour le compte de leurs opérations de production, deux facteurs : il s'agit des facteurs « *travail* » et « *capital* » considérés comme parfaitement immobiles sur le plan international et se distinguant à chaque fois de leur origine (formelle ou informelle). Trois types de ménages sont présents dans ce modèle. On est donc dans une petite économie ouverte avec présence du gouvernement.

3.1.1 Production et emploi

Les producteurs maximisent leur profit sur la base d'une fonction de production concave. La production de chaque secteur est caractérisée par une technologie de type **Léontief** à facteurs complémentaires entre la Consommation Intermédiaire (CI) et la Valeur Ajoutée (VA).

$$X_i = LF(VA_i, CI_i, io_i, v_i) = \min \left[\frac{CI_i}{io_i}, \frac{VA_i}{v_i} \right] \quad (1)$$

avec io_i et v_i représentant les coefficients techniques de la fonction de **Léontief**.

La valeur ajoutée des secteurs marchands est modélisée par une fonction de type **Cobb-Douglas** et dépend du facteur « *Capital* », du facteur « *Travail* » et d'un paramètre d'échelle représentant le progrès technique. C'est une fonction à facteurs substituables. La valeur ajoutée du secteur non marchand est égale à sa demande de travail.

$$VA_i = CD(K_i, LD_i, A_i, \alpha_i) = A_i LD_i^{\alpha_i} K_i^{1-\alpha_i} \quad (2)$$

$$VA_{ad} = L_{ad}^d \quad (3)$$

Le facteur travail est mobile entre les différents secteurs alors que le facteur capital est fixe, étant entendu que le modèle est un modèle de court terme. L'administration publique n'exprime aucune demande de capital. De ce fait, sa demande de travail, valorisée au taux de salaire, correspond à la différence entre sa production et sa consommation intermédiaire en valeur. La demande de travail des secteurs marchands est donnée par la maximisation de la valeur ajoutée du secteur⁷.

$$LD_{nm} = \frac{PVA_{nm} \alpha VA_{nm}}{W_{nm}} \quad (4)$$

$$LD_{ad} = \frac{PX_{ad} X_{ad} - \sum_n PC_n CIJ_{n,ad}}{X_{ad}} \quad (5)$$

⁷Cela suppose l'existence d'un marché de travail concurrentiel.

On fait l'hypothèse que la main d'œuvre est homogène mais non parfaitement mobile sur le plan national : le taux de salaire dépend du secteur d'activité. Le facteur « *Capital* » est utilisé par les secteurs marchands et est spécifique dans chaque secteur avec taux de rendement fonction du secteur.

La consommation intermédiaire totale d'un secteur est donnée par la technologie de production et est égale à une proportion constante de sa production. Cette consommation est ensuite partagée entre les différents produits de l'économie suivant une fraction fixe déterminée. La demande intermédiaire d'un produit donnée dans l'économie s'obtient donc comme la somme de la consommation intermédiaire de chaque secteur en ce produit. On obtient donc le système d'équations suivantes :

$$CI_i = i_{o_i} X_i \quad (6)$$

$$CIJ_{n,i} = a_{n,i}^{ni} CI_i \quad (7)$$

$$DI_n = \sum_i CIJ_{n,i} \quad (8)$$

3.1.2 Revenus et épargne

Les secteurs institutionnels qui interviennent dans cette sous section sont les secteurs institutionnels résidents à savoir, les ménages, les administrations publiques et les sociétés.

Ménages

Le revenu des ménages provient principalement de la rémunération de leur offre de travail, de la rémunération de leur capital et des transferts que ces derniers reçoivent des autres secteurs institutionnels et du reste du monde. Le caractère « *formel* » ou « *informel* » d'un groupe de ménages nous permet de postuler les équations de revenu suivants :

$$Y_{Mf} = W_{for} LD_{for} + W_{ad} LD_{ad} + \lambda_{K,for} r_{for} K_{for} + T_{Mf} \quad (9)$$

$$Y_{Minf} = \sum inf W_{inf} LD_{inf} + \lambda_{K,inf} \sum inf r_{inf} K_{inf} + T_{Minf} \quad (10)$$

avec T_M : les transferts reçus par les ménages M .

Une modélisation détaillée de la redistribution du revenu, par les transferts et les taxes a été introduite. Elle est traduite par les équations suivantes.

Taxes

$$TXM_{nfor} = txsm_{nfor}MX_{nfor}PWM_{nfor}E \quad (11)$$

$$TXP_{nfor} = txsp_{nfor}(XD_{nfor} + MX_{nfor} + TXM_{nfor} + MC_{nfor}) \quad (12)$$

$$TXS_{nm} = txs_{nm}X_{nm} \quad (13)$$

$$TXEXP_{nfor} = tex_{nfor}EXP_{nfor} \quad (14)$$

$$TEG = treg * YE \quad (15)$$

$$TXE = tye * YE \quad (16)$$

Transfert

$$TEM_M = txem_M YE \quad (17)$$

$$TMG_{Mf} = txmg_{Mf} YTM_{Mf} \quad (18)$$

$$TX_{Mf} = txy_{Mf} YTM_{Mf} \quad (19)$$

$$TMM_{MI} = txmm_{MI} YTM_{Mf} \quad (20)$$

$$TMR_{Mf} = txmr_{Mf} YTM_{Mf} \quad (21)$$

$$TME_{Mf} = txme_{Mf} YTM_{Mf} \quad (22)$$

Il est à noter que seuls les ménages formels distribuent une partie de leur revenu sous forme de taxes et de transferts. Leur revenu disponible est donc égal à leur revenu total diminué du montants de tous ces transferts et taxes. Par contre, celui des ménages informels reste égal à leur revenu total. Nous obtenons les équations suivantes :

$$YD_{Mf} = (1 - ty_{Mf})Y_{Mf} - TV_S \quad (23)$$

$$YD_{Minf} = Y_{Minf} \quad (24)$$

avec ty_{Mf} : le taux d'impôt sur le revenu ;

TV_M_S : les transferts des ménages « *informels* » en direction des autres secteurs institutionnels.

Le revenu total et le revenu disponible total de tous les ménages camerounais s'obtient par aggrégation des revenus de toutes les catégories de ménages.

L'épargne des ménages est une fraction de leur revenu disponible. Elle est donnée pour chaque groupe de ménages par l'expression ci-après :

$$S_M = pms_M Y D_M \quad (25)$$

où pms_M représente la propension marginale à épargner.

La différence entre le revenu des ménages et leur épargne est allouée à leur consommation.

$$C_M = Y D_M - S_M \quad (26)$$

Entreprises

Le revenu des entreprises est essentiellement constitué d'une part de la rémunération du capital formel (RE) qu'elles engagent dans le processus de production et des transferts qu'ils reçoivent des autres secteurs institutionnels (T_E).

$$Y_E = RE + T_E \quad (27)$$

$$RE = \lambda_{SE} R_{for} K_{for} \quad (28)$$

L'épargne des entreprises apparaît alors comme un résidu de leur revenu après avoir tenu compte des transferts qu'elles versent aux secteurs institutionnels et l'impôt sur les entreprises.

$$S_E = Y_E - (TXE + TVS_M) \quad (29)$$

Etat

Le revenu de l'Etat est composé presque entièrement des prélèvements qu'il impose aux secteurs institutionnels, les transferts occupant quant à eux une place marginale dans ce revenu. On distingue ainsi les taxes sur la production (TXS), les taxes sur les biens et services (qu'ils soient importés, exportés ou non), les taxes sur le revenu (TXY), les taxes sur les entreprises (TXE) et les transferts reçus par l'Etat aussi bien du RDM que des autres secteurs institutionnels (T_E).

$$Y_G = TXS + TXP + TXY + TXE + T_E \quad (30)$$

En déduisant de ce revenu la consommation de l'Etat (C_G) et les transferts versés par ce dernier aux autres secteurs institutionnels (T_G), on obtient l'épargne de l'Etat S_G .

$$S_G = Y_G - (C_G + T_G) \quad (31)$$

3.1.3 Demande

Dans cette section seront présentées les équations relatives à la demande des biens et services pour les besoins de consommation finale et d'investissement.

Consommation finale

L'équation de consommation du bien i a la même structure aussi bien pour ce qui est des ménages que pour les administrations publiques. On a donc l'expression suivante :

$$C_{i,S} = \beta_{i,S} \frac{C_S}{PC_i} \quad (32)$$

avec $C_{i,S}$: la consommation finale du secteur S en bien i ;

$\beta_{i,S}$: la part dans la Consommation finale du secteur S du bien i ;

C_S : la consommation finale du secteur S ;

PC_i : le prix à la consommation du bien i .

Demande de biens d'investissement

La demande de biens et services d'investissement en produit i s'écrit comme suit :

$$INVP_i = \beta_i \frac{INVPT}{PC_i} \quad (33)$$

$$INVG_i = \beta_{i,G} \frac{INVG}{PC_i} \quad (34)$$

avec $INVP_i$: l'investissement privé en bien i ;

β_i : la part dans l'investissement privé total du bien i ;

$INVPT$: l'investissement privé total ;

$INVG_i$: l'investissement public en bien i ;

$INVG$: l'investissement public total.

3.1.4 Marge commerciale et Commerce extérieur

Les équations que nous présentons dans cette sous section sont relative à la modélisation d'une petite économie ouverte dont la production et la demande intérieure globale

sont influencées par l'économie mondiale. Le produit informel ne fait l'objet d'aucune transaction avec le reste du monde. Deux hypothèses sont généralement posées pour modéliser ce type d'économie :

- ➔ l'hypothèse de « *petit pays* » qui implique que le pays soit « *Price taker* », en d'autres termes, les prix à l'importation sont déterminés sur le marché mondial et sont ainsi considérés comme exogènes pour les « *petites* » économies ;
- ➔ l'hypothèse d'Armington qui stipule quant elle que les importations sont des substituts imparfaits de la production locale.

En résolvant le programme de minimisation des dépenses, les producteurs font un arbitrage entre le bien formel produit localement et le bien formel importé. On obtient une répartition optimale de la demande finale en biens domestiques formels et la demande finale en biens formels importés. L'arbitrage entre ces deux types de biens repose ainsi sur les prix relatifs, du paramètre de distribution et de l'élasticité de substitution entre eux. Les demandes de biens importés et de biens domestiques sont modélisées par une fonction à élasticité de substitution constante (**CES**).

$$Q_{pn,for} = b_{pn,for}^{SM} [\delta_{pn,for}^{SM} M X_{pn,for}^{-\rho_{pn,for}^{SM}} + (1 - \delta_{pn,for}^{SM}) X D_{pn,for}^{-\rho_{pn,for}^{SM}}]^{-\frac{1}{\rho_{pn,for}^{SM}}} \quad (35)$$

$$M X_{pn,for} = \left[\left(\frac{\delta_{pn,for}^{SM}}{1 - \delta_{pn,for}^{SM}} \right) \left(\frac{P D_{pn,for}}{P M_{pn,for}} \right) \right]^{\sigma_{pn,for}^{SM}} X D_{pn,for} \quad (36)$$

En ce qui concerne le bien informel, son offre domestique est égale à l'offre des producteurs locaux.

$$Q_{pmin,f} = X D_{pmin,f} P D_{pmin,f} \quad (37)$$

Pour ce qui est des exportations, l'arbitrage entre offre de biens formels domestiques et exportations de biens formels est une fonction du prix domestique et du prix à l'exportation, de l'élasticité de transformation des ventes locales aux exportations et du paramètre distributif. Ce partage repose sur la maximisation du revenu des producteurs de biens formels, la fonction d'offre des biens d'exportation étant une fonction à élasticité de transformation constante (**CET**).

$$X_{pn,for} = b_{pn,for}^T [\delta_{pn,for}^T E X_{pn,for}^{\rho_{pn,for}^T} + (1 - \delta_{pn,for}^T) X D_{pn,for}^{\rho_{pn,for}^T}]^{-\frac{1}{\rho_{pn,for}^T}} \quad (38)$$

$$E X_{pn,for} = \left[\left(\frac{P E_{pn,for}}{P L_{pn,for}} \right) \left(\frac{1 - \delta_{pn,for}^T}{\delta_{pn,for}^T} \right) \right]^{\sigma_{pn,for}^T} X D_{pn,for} \quad (39)$$

Le solde de la balance courante qui permet de situer la position de l'économie (déficit ou excédent) vis-à-vis du reste du monde est vue du côté du RDM : ainsi, une balance courante positive correspondra à un déficit pour l'économie, et vice-versa. Le solde de la balance courante (en devises) est égale à la différence entre tous les revenus versés au reste du monde⁸ et de tous les revenus reçus⁹.

$$BC = PWM_{pnfor}MX_{pnfor}E - (PWE_{pnfor}EX_{pnfor}E + (TR - TV)) \quad (40)$$

$$\begin{aligned} \text{Avec } TR - TV &= (TER + TMR_{Mf} + TGR + RDMSR) \\ &- (\sum_M TRM_M + TRG + TRE + RDMSV + TRKRG) \end{aligned}$$

Une modélisation des marges commerciales a été introduite dans le modèle. Les marges commerciales sur produits sont égales à une proportion fixe, correspondante au taux de marge, de l'offre domestique du bien. On obtient l'équation suivante :

$$MC_n = tmgc_n Q_n \quad (41)$$

3.1.5 Prix

Le système des prix constitue l'élément principal de transmission des effets de politique sur les différents agrégats de l'économie. Pour cette raison, un système complet de prix est déterminé. Il est constitué des équations suivantes :

$$PVA_{nm} = \frac{(1 - txs_{nm})PX_{nm}X_{nm} - \sum_n PC_n CIJ_{n,nm}}{VA_{nm}} \quad (42)$$

$$PVA_{ad} = \frac{PX_{ad}X_{ad} - \sum_n PC_n CIJ_{n,ADad}}{VA_{ad}} \quad (43)$$

$$R_{nm} = \frac{PVA_{nm}VA_{nm} - W_{nm}LD_{nm}}{KD_{nm}} \quad (44)$$

$$PD_{pnfor} = PL_{pnfor}(1 + txsp_{pnfor}) \quad (45)$$

$$PD_{pminf} = PL_{pminf} \quad (46)$$

⁸Importation en valeurs exprimé en devises plus les transferts versés par les entreprises au reste du monde.

⁹Recettes d'exportation en devises plus tous les transferts reçus du reste du monde

$$PM_{pnfor} = PWM_{pnfor}(1 + txsp_{pnfor})(1 + txsm_{pnfor})E \quad (47)$$

$$PE_{pnfor} = \frac{PWE_{pnfor}E}{1 + txex(pnfor)} \quad (48)$$

$$PC_{pnfor} = \frac{PD_{pnfor}XD_{pnfor} + PM_{pnfor}MX_{pnfor} + (1 + txsp_{pnfor})MC_{pnfor}}{Q_{pnfor}} \quad (49)$$

$$PC_{pminf} = \frac{PD_{pminf}XD_{pminf} + MC_{pminf}}{Q_{pminf}} \quad (50)$$

$$PC_{AD} = PX_{AD} \quad (51)$$

$$PC_C = PX_C \quad (52)$$

$$PX_{pnfor} = \frac{PL_{pnfor}XD_{pnfor} + PE_{pnfor}EXP_{pnfor}}{X_{pnfor}} \quad (53)$$

$$PX_{pminf} = PL_{pminf} \quad (54)$$

$$PINDEX = \sum_I \beta_i^X PVA_i \quad (55)$$

Les principales caractéristiques de ce système de prix sont de plusieurs ordres :

- ➔ le prix de la valeur ajoutée correspond au rapport de la valeur ajoutée en valeur à la valeur ajoutée en volume ;
- ➔ le taux de salaire, bien que différencié suivant le secteur, est exogène et permet la détermination du taux de rendement du capital ;
- ➔ les prix domestiques des importations et des exportations sont fonctions des prix mondiaux correspondants et intègrent les taux de taxes imposés par l'Etat ;
- ➔ les prix à consommation des différents produits prennent en compte les taux de marges commerciales et les taxes sur produit, le cas échéant.

3.1.6 Equilibre et calibrage du modèle

Pour assurer la cohérence comptable du modèle, on introduit les conditions d'équilibre sur le marché du travail, sur l'égalité entre l'épargne et l'investissement et sur l'absorption domestique. Une contrainte sur les branches commerciales a été également introduite

et permet d'assurer l'égalité entre leur production et les marges commerciales réalisées. Le système d'équilibre est donc :

$$MC_n = X_C P X_C \quad (56)$$

$$IGT + IPT = \sum_M SMM_M + SG + TRKRG + SE + E * BC \quad (57)$$

$$LS = \sum_i LD_i \quad (58)$$

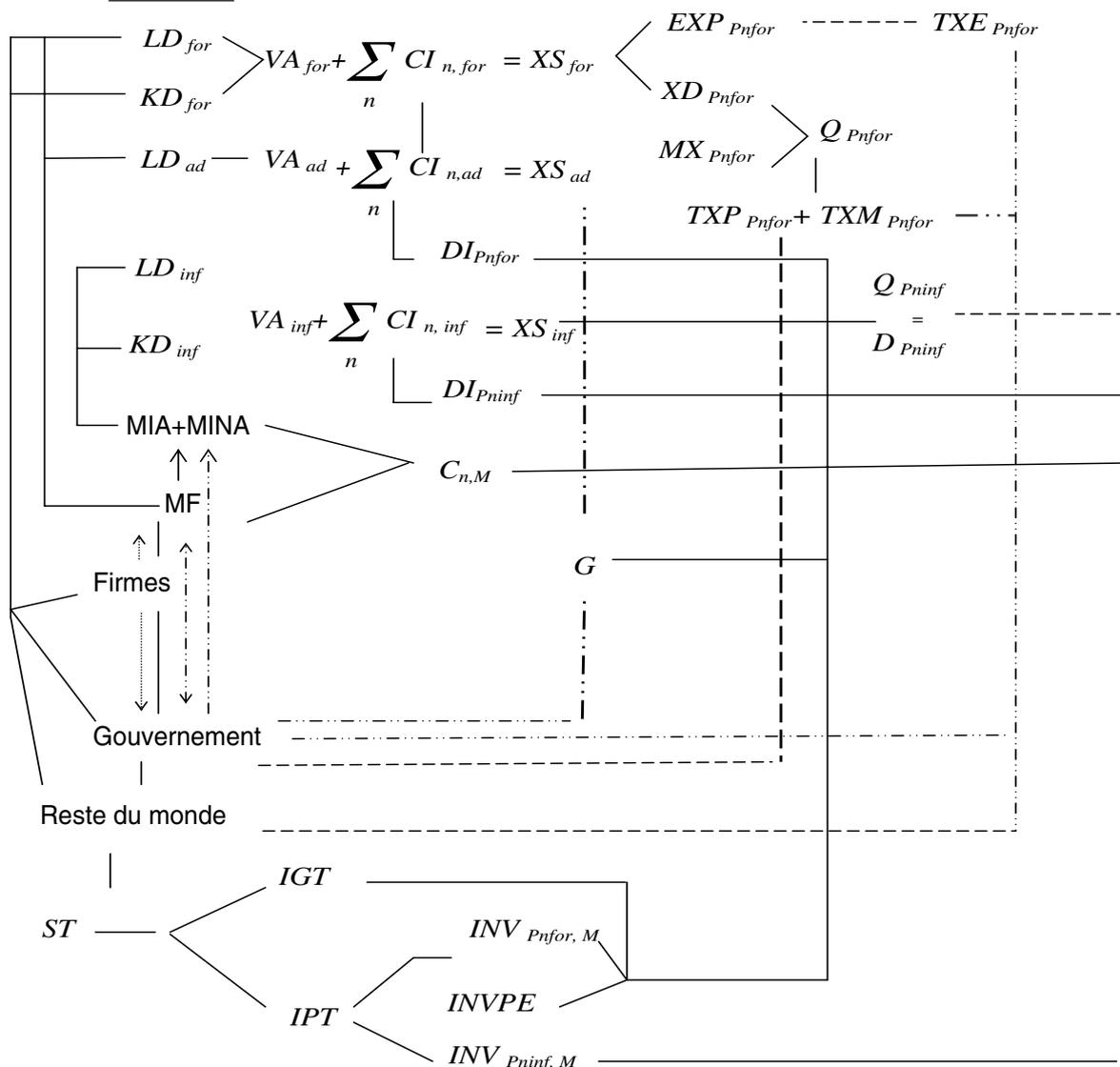
$$Q_n = CF_n + DI_n + INVP_n + INVG_n \quad (59)$$

Au total, le modèle implémenté contient 132 équations pour 166 variables. Certaines variables doivent donc être exogénéisées. Il s'agit :

- ➡ des transferts en provenance du reste du monde ;
- ➡ du taux de change nominal, des prix mondiaux d'exportation et d'importation ;
- ➡ des rémunérations de travail versées et reçues du reste du monde ;
- ➡ de la demande capital, du taux de salaire et de l'offre total de main d'œuvre ;
- ➡ de la consommation publique totale ;
- ➡ de l'investissement des ménages et de l'Etats ;
- ➡ et enfin de l'indice de prix choisi comme numéraire.

Le modèle ainsi décrit est implémenté sous le logiciel GAMS (General Algebraic Modeling System) et a nécessité l'initialisation de certains paramètres. Il s'agit des différentes élasticités, du taux de changes nominal, des prix mondiaux et du prix à la production hors taxes. Les valeurs des ces paramètres ont été fixées à 1,5 pour les élasticités et à l'unité pour les prix, conformément à la méthodologie des MEGC et à la littérature.

Le résumé des interrelations dans l'économie est parfaitement illustré par le graphique ci-dessous :

Figure 1 : Diagramme schématique des interrelations dans l'économie

3.2 Indicateurs de performances du secteur informel

L'analyse des performances du secteur informel au Cameroun se fera au moyen de quelques indicateurs macroéconomiques qui nous permettront de juger du rôle et de l'importance de celui-ci. Notre attention s'est portée principalement sur les variables suivantes :

- ➡ la production ;
- ➡ la valeur ajoutée ;
- ➡ le niveau d'imposition de ce secteur ;
- ➡ l'emploi ;
- ➡ l'investissement ;

➔ la rémunération des facteurs.

3.2.1 La production

Évaluée au prix de base, la production représente la valeur de la quantité de biens et services produits au sein d'une économie donnée.

3.2.2 La valeur ajoutée

Elle est obtenue en retranchant à la production la valeur correspondant aux consommations intermédiaires. Elle s'écrit de la façon suivante :

$$VA = P - CI \quad (60)$$

3.2.3 Le niveau d'imposition du secteur informel

Au cours de cette étude, il s'agira d'évaluer la contribution du secteur informel à l'effort fiscal d'une part, et d'autre part, d'apprécier l'évolution que cet indicateur connaîtrait sur la base d'un modèle de simulation macroéconomique. Les taxes et impôts payés par le secteur informel que nous nous proposerons d'examiner reposent principalement sur les impôts sur l'activité ou taxes sur la production.

3.2.4 L'emploi

L'emploi étant un objectif majeur de la politique économique, nous l'examinerons pour le cas particulier du secteur informel camerounais. Nous nous attarderons sur la main d'œuvre employée par chaque branche d'activités.

3.2.5 L'investissement

L'investissement dont il sera question dans cette étude regroupe la formation brute du capital fixe¹⁰ et les variations de stocks¹¹.

¹⁰Elle représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant une période au moins égale à l'année.

¹¹Les variations de stock constituent la différence entre les entrées et les sorties en stock de produits au cours d'une année. Il peut s'agir aussi bien des matières premières, que des produits en cours de fabrication ou des produits finis.

3.2.6 La rémunération des facteurs

Il s'agit de la rémunération de l'offre des facteurs de production. Notre étude s'étendant au secteur informel, nos principales variables d'intérêt sont la rémunération salariale pour l'offre de travail informel et le revenu mixte pour la rémunération du capital informel.

3.3 Analyse de la pauvreté

La méthodologie que nous utiliserons tout au long de cette étude pour analyser la pauvreté est celle développée par **Foster, Greer et Thorbecke** en 1984. Encore appelés indicateurs **FGT**, les indicateurs proposés par ces trois auteurs font aujourd'hui l'objet d'une utilisation assez remarquable dans la plupart des travaux examinant le phénomène de pauvreté. L'expression générique de ces indicateurs est donnée par la formule suivante :

$$P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^\alpha \quad (61)$$

avec : n , le nombre d'individus dans la population totale ;

q , le nombre de pauvres dans la population ;

z , le seuil de pauvreté ;

y_i , le revenu de l'individu i ;

α , le paramètre d'aversion vis-à-vis de la pauvreté.

A travers cette expression, la sévérité de la pauvreté est définie comme la moyenne des différences entre les revenus des pauvres et le seuil de pauvreté du pays considéré, divisé par ce seuil et pondéré par le taux de pauvreté. La variation du coefficient α (α étant un entier compris entre 0 et 2) permet de définir trois indicateurs de pauvreté, chacun tenant compte des insuffisances de l'indicateur de rang inférieur.

3.3.1 L'incidence de la pauvreté ($\alpha = 0$)

L'incidence de la pauvreté s'obtient à partir de l'équation générique (1) en donnant à α la valeur 0, ce qui se traduit par l'expression ci-après :

$$P_0 = \frac{q}{n} \quad (62)$$

Encore noté **FGT0**, l'incidence de la pauvreté représente la proportion de la population se trouvant au dessous du seuil de pauvreté. La limite généralement avancée à l'encontre

de cet indice est que ce dernier ne procure aucune information quant à une détérioration éventuelle de la situation des pauvres par rapport au seuil de pauvreté. A titre d'exemple, on peut citer le fait que l'incidence de la pauvreté reste constante lorsque le revenu ou la consommation d'un pauvre diminue.

3.3.2 L'intensité ou la profondeur de la pauvreté ($\alpha = 1$)

Lorsque α prend la valeur 1, on parle d'intensité de la pauvreté (**FGT1**). Elle est donnée par la formule suivante :

$$P_1 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right) \quad (63)$$

De cette expression, on peut tirer deux principales remarques :

- ➡ il permet de déterminer le montant de revenu (ou de consommation) qu'il faut allouer aux pauvres pour leur permettre d'atteindre le seuil de pauvreté ;
- ➡ il ne rend pas compte de la distribution de revenu parmi les pauvres.

3.3.3 La sévérité de la pauvreté ($\alpha = 2$)

Elle est obtenue lorsque α prend la valeur 2. L'indice mesurant la sévérité de la pauvreté (**FGT2**) se démarque des indices précédemment énoncés par le fait qu'il tient compte des inégalités entre les pauvres. Cela est rendu possible en intégrant une mesure de dispersion, en l'occurrence le carré du coefficient de variation, qui permet d'analyser les inégalités parmi les pauvres. Sa formule est la suivante :

$$P_2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^2 \quad (64)$$

3.4 Les données

Les données que nous utiliserons dans le cadre de cette étude proviennent principalement de deux sources : les comptes nationaux du Cameroun et la troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM3).

L'année de référence retenue ici est l'année 2003. Deux raisons principales ont motivé ce choix :

- ➡ la disponibilité des données ;

➔ l'exhaustivité quant au détail que proposent les comptes nationaux de cette année sur les différentes opérations économiques et financières au Cameroun.

Une Matrice de Comptabilité Sociale a été construite en tenant compte des spécificités relatives au secteur informel et des simulations de politiques économiques pour lesquelles nous voulons analyser l'impact. Cette MCS se compose de 5 branches d'activités qui produisent individuellement un et un seul produit. Il s'agit :

- ➔ de la branche des « *Activités formelles* », qui enregistrera les opérations relatives à toutes les activités formelles excepté le commerce formel ;
- ➔ de la branche des « *Activités informelles* », qui enregistrera les opérations relatives à toutes les activités informelles excepté le commerce informel ;
- ➔ de la branche « *Commerce formel* » ;
- ➔ de la branche « *Commerce informel* » ;
- ➔ et enfin de la branche des « *Activités non marchandes* »

Nous distinguons ainsi autant d'activités formelles marchandes que d'activités informelles marchandes, les activités non marchandes étant le fait des administrations publiques.

La structure du compte des activités adoptée plus haut est la même qui s'applique au compte des produits. Notre modèle théorique comportera donc deux produits (formel et informel), deux services commerciaux (formel et informel) et enfin des services non marchands.

Pour ce qui est du marché des facteurs, nous nous appuierons sur leur origine. On distinguera « *Travail formel (respectivement Capital formel)* » du « *Travail informel (respectivement Capital informel)* ».

Trois types de ménages feront l'objet de cette analyse. Ces ménages se distinguent les uns des autres par deux critères principaux :

- ➔ le caractère formel ou non de l'activité qu'ils exercent ;
- ➔ la branche d'activités dans laquelle ils évoluent¹².

Il s'agira ainsi des « *ménages formels* », « *ménages informels agricoles* » et « *ménages informels non agricoles* ».

¹²Un ménage sera considéré comme « *formel* » respectivement « *informel* », si son chef exerce une activité formelle (respectivement informelle) comme activité principale.

Au delà des ménages, on distingue également trois autres secteurs institutionnels à savoir les administrations publiques, les entreprises et le reste du monde. Nous nous appesantirons un peu plus sur le compte des administrations publiques puisqu'il nous permettra de mettre en œuvre nos chocs de politique économique¹³.

4 Le secteur informel camerounais

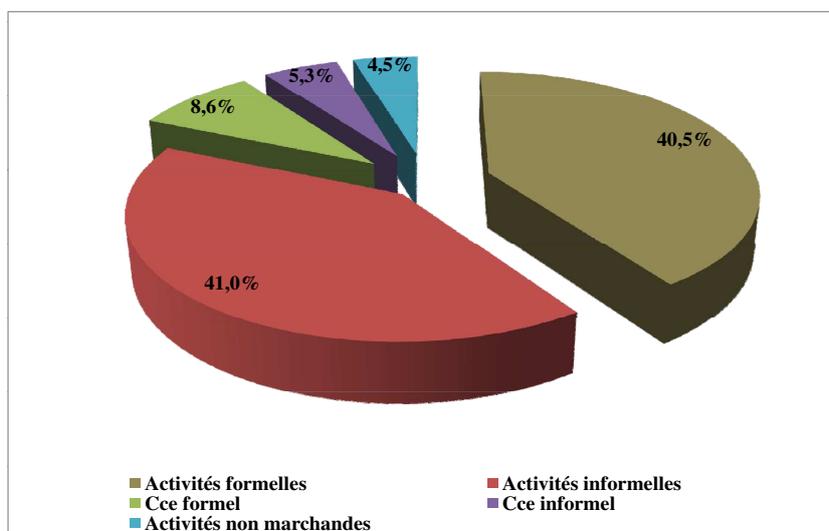
L'objectif de cette section est de décrire le secteur informel camerounais. Il sera donc question, en utilisant une approche macroéconomique, d'apprécier le rôle que joue le secteur informel dans l'économie camerounaise à travers la production et la création des richesses, les revenus générés par ce secteur et la demande de biens de consommation et d'investissement¹⁴.

4.1 Production et valeur ajoutée

Évaluée à plus de 5917 milliards de fcfa en 2003, la production du secteur informel occupe une place de choix dans le système productif au Cameroun (soit 46,4% de la production nationale). Le graphique suivant donne la structure de la production par type d'activités :

¹³Il sera décomposé en trois sous comptes : le compte enregistrant les recettes fiscales de l'Etat, le compte par lequel transitera la rémunération des personnels de l'Etat et enfin le compte enregistrant les autres opérations de l'Etat autres que celles précédemment citées.

¹⁴Les indicateurs du niveau d'activité sont ceux de l'année 2003, du fait de la disponibilité des données.

Figure 1 : Structure de la production au Cameroun en 2003

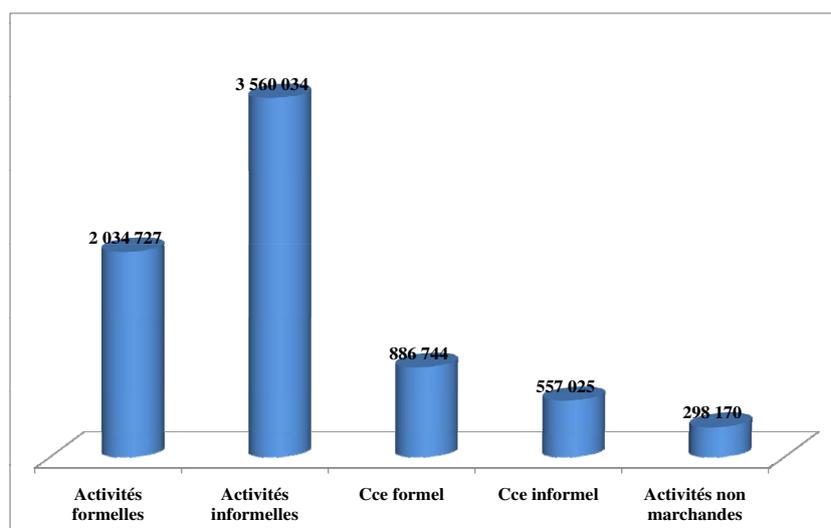
Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003)

Les enseignements que nous pouvons tirer de ce graphique sont de deux ordres :

- ➔ les activités formelles et les activités informelles (hors commerce) ont sensiblement la même contribution à la production nationale¹⁵ ;
- ➔ avec une contribution à la production nationale de 5,3%, le commerce informel reste en retrait par rapport au commerce formel qui voit son apport se chiffrer à 8,6%.

L'examen de la valeur ajoutée au Cameroun en 2003, révèle en matière de création de richesses que le secteur informel est le plus productif (56,1% de la valeur ajoutée nationale). Pendant que les activités informelles (hors commerce) représentent un peu moins de 49% des richesses nouvelles en 2003, leurs semblables formelles avoisinent les 28%. Le graphique ci-dessous illustre l'importance du secteur informel dans la création de richesses.

¹⁵Les deux contributions sont toutes proches de 41%.

Figure 2 : Valeur ajoutée au Cameroun en 2003 (Millions de Fcfa)

Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003)

4.2 Revenus et épargne

Une analyse comparée du secteur formel et du secteur informel à partir de l'indicateur relatif à la rémunération salariale permet de conclure qu'en 2003, le secteur informel est de loin celui qui rémunère le moins bien l'offre de travail qu'il emploie. Pour s'en convaincre, une illustration est donnée par le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Rémunération salariale

Branches d'activités	Emploi par branches par branche	Rémunération par branche (millions fcfa)
Activités formelles	343 370	760 409
Activités informelles	6 056 853	192 305
Cce formel	29 161	3 958
Cce informel	761 092	10 474
Activités non marchandes	106 869	298 170

Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003)

Au vu de ce tableau, on remarque que l'essentiel de la rémunération salariale au Cameroun est alloué aux travailleurs du secteur formel, soit 87% de la rémunération salariale nationale, les activités informelles (hors commerce) ne reversant quant à elles que 12,3%.

Après la rémunération salariale, la rémunération du capital est la deuxième source de revenus de ménages au Cameroun. A cet effet, le constat que l'on fait pour le compte

de l'année 2003 est que le capital formel est presque entièrement la propriété des entreprises (97,7%), tandis que le capital informel est réparti entre les ménages « *informels* » de la manière ci-après :

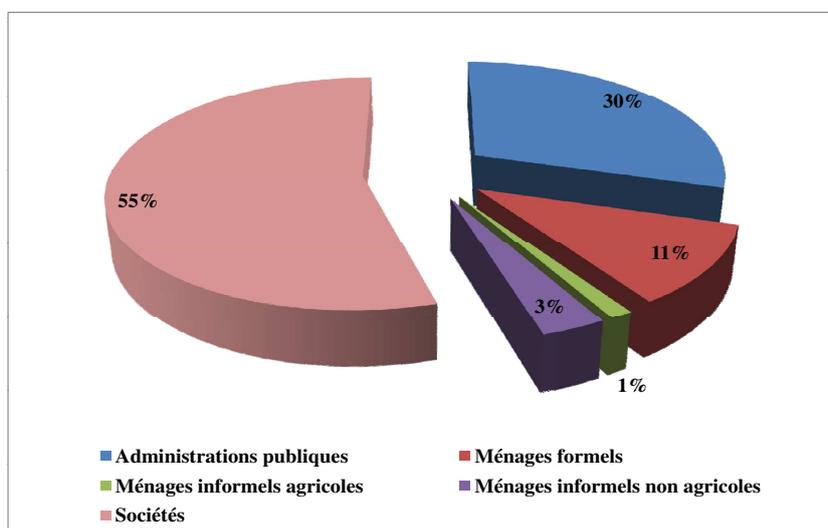
Tableau 2 : Revenus du capital (millions de FCFA)

Secteurs institutionnels	Capital formel	Capital informel
Administrations publiques	491 (0,03%)	
Ménages formels	68 975 (3,23%)	
Ménages informels agricoles		2 159 673 (55,34%)
Ménages informels non agricoles		1 742 709 (44,66%)
Sociétés	2 061 536 (96,74%)	

Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003)

L'épargne des ménages en 2003 représente 15% de l'épargne nationale. 11% de cette épargne nationale est à mettre à l'actif des ménages « *formels* » et respectivement 3 et 1% pour les ménages « *informels agricoles* » et les ménages « *informels non agricoles* », l'essentiel de l'épargne étant générée par les sociétés et les administrations publiques comme le montre le graphique suivant :

Figure 3 : Structure de l'épargne



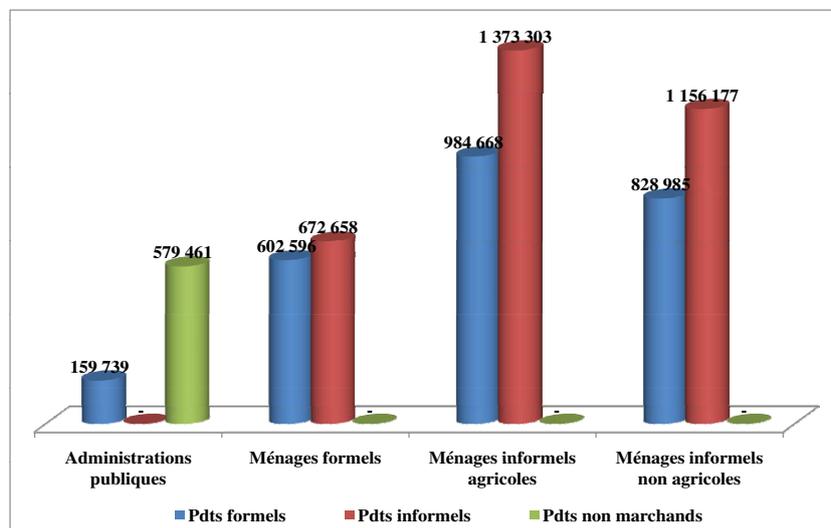
Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003)

4.3 Consommation et demande

La coexistence de biens « *formels* » et de biens « *informels* » dans l'économie camerounaise nous permet de distinguer la consommation finale en biens « *formels* » de

la consommation finale en biens « *informels* ». A cet effet, comme le montre la figure 4, nous constatons que la consommation en biens « *informels* » est supérieure à celle en biens « *formels* » quelque soit la catégorie de ménages.

Figure 4 : Consommation finale en 2003 (millions de FCFA)



Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003)

Avec une demande intermédiaire de 49% de la demande intermédiaire nationale qui s'offre au secteur informel, ce dernier témoigne une fois de plus de son importance dans le système productif au Cameroun. L'offre en biens intermédiaires du secteur informel est en majeure partie absorbée par les branches d'« *Activités informelles* » (58%) et d'« *Activités formelles* » (41%), le reste étant le fait du « *commerce informel* » (1%).

Une caractéristique du secteur informel au Cameroun est le faible niveau d'investissement. En effet en 2003, l'investissement dans ce secteur représente seulement 2,5% de l'investissement national. Le tableau ci-après illustre parfaitement la faiblesse de l'investissement dans ce secteur.

Tableau 3 : Demande intermédiaire et investissement (millions de FCFA)

Consommation intermédiaire					
	Activités formelles	Activités informelles	Commerce formel	Commerce informel	Activités non marchandes
Produits formels	2072215	172997	215797	12179	281291
Produits informels	1061996	1505615	-	109611	-
Investissement					
	APU	Ménages formels	Ménages informels agricoles	Ménages informels non agricoles	Sociétés
Produits formels	294386	88901	-	-	1104286
Produits informels	-	-	9979	28122	

Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003)

5 Résultats de l'étude

Dans cette section, nous présentons les résultats obtenus à partir de trois simulations de politique économique. La première simulation de politique économique porte sur la hausse de l'investissement des ménages informels par le biais des programmes *PIAASI* et *PADER*¹⁶. La deuxième simulation de politique économique que nous abordons est liée aux mesures visant l'amélioration des conditions de vie, mesures prises en Mars 2008 par le Chef de l'Etat camerounais : nous distinguons ainsi la hausse des salaires des personnels civils et militaires de l'Etat et de la revalorisation de l'indemnité de logement et la baisse des taxes sur les importations de certains produits de première nécessité.

A cet effet, pendant que la première sous section s'interrogera sur les questions relatives à l'impact de ces politiques sur les performances du secteur informel, la seconde quant à elle s'attardera sur l'impact en matière d'évolution de la pauvreté.

5.1 Impact sur les performances du secteur informel

5.1.1 Hausse des investissements des ménages « *informels* » (27,4%)

La hausse des investissements des ménages informels que nous simulons se présente à deux niveaux :

¹⁶Voir encadrés 1 et 2 en annexes

- ➔ augmentation de 10 milliards de FCA de l'investissement des ménages « *informels non agricoles* » grâce aux financements alloués par le projet **PIAASI**, soit une hausse de 26% ;
- ➔ hausse de 432,8 millions de FCFA des investissements des ménages « *informels agricoles* » faisant suite aux allocations du projet **PADER**.

La hausse des investissements des ménages « *informels* » aurait contribué à une faible relance de l'économie informelle et de la production des administrations publiques. On noterait ainsi une création de richesses supplémentaires de l'ordre de 0,01% pour la branche des activités informelles et 0,8% pour les activités non marchandes. La croissance de ces richesses s'expliquerait par une hausse de la demande de travail pour le secteur informel¹⁷ de 0,18%, 0,25% pour les services commerciaux « *informels* » et 0,77% en ce qui concerne la branche des activités non marchandes.

Plus d'emplois pour le secteur informel riment forcément avec une hausse du niveau de revenu des ménages dont le chef a pour activité principale une activité « *informelle* ». A cet effet, on s'attendrait à des hausses respectives de 0,18% et 0,15% pour les ménages « *informels agricoles* » et les ménages « *informels non agricoles* », ce qui contribuerait à une hausse de près de 0,08% des revenus des ménages sur le plan national malgré la baisse des revenus des ménages « *formels* ».

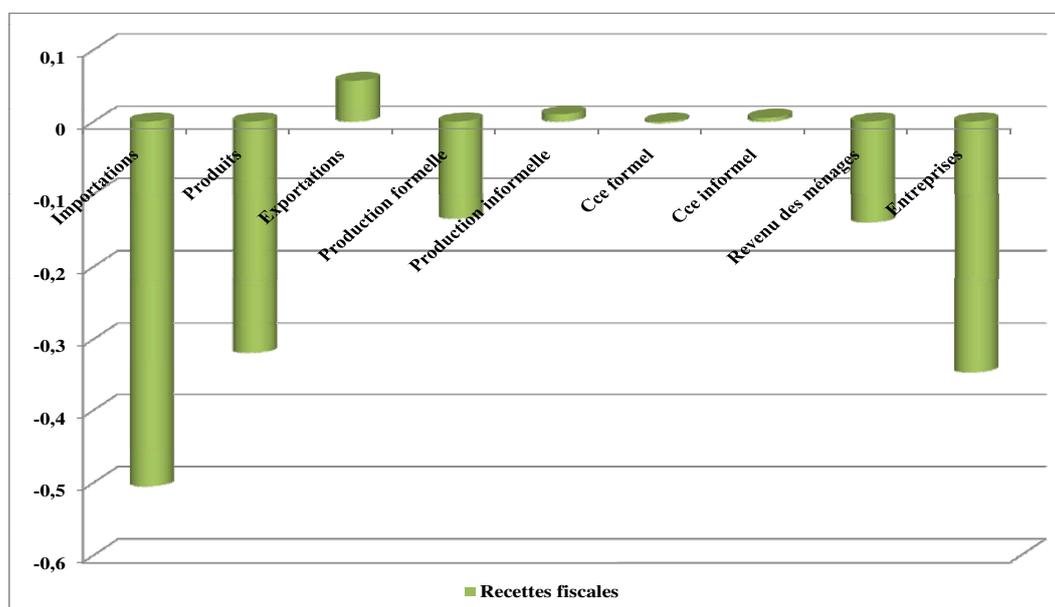
La hausse de la production et des revenus dans le secteur informel serait à l'origine d'une hausse de la consommation des ménages « *informels* » que ce soit pour le bien « informel » que pour le bien formel. A ce titre, la consommation finale des biens « *formels* » et « *informels* » se situerait à un peu moins de 0,2% pour le premier et 0,1% pour le deuxième.

Pour ce qui est de l'Etat, cette hausse de l'investissement « *informel* » serait de nature à réduire ses recettes de 0,31% suite à l'effet d'éviction que ce secteur exerce sur le secteur formel. En effet, comme nous l'avons noté plus haut, la production formelle accuserait une légère baisse qui permettrait à l'Etat de voir ses revenus en matière de taxes sur la production « *formels* » et des taxes sur les produits « *formels* » diminuer

¹⁷Il faut noter ici que le secteur informel dont il est question dans cette phase d'analyse des résultats exclut le commerce informel qui constitue une branche d'activités à part entière.

(respectivement -0,14% et -0,32%). Il en est de même des recettes de l'Etat issues des opérations d'importations dont la baisse avoisinerait les 0,5%. Le graphique suivant illustre parfaitement la baisse des recettes fiscales de l'Etat.

Figure 5 : Baisse des recettes fiscales (%)



Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003) et nos calculs

L'analyse de l'impact d'une hausse des investissements des ménages « *informels* » montre que cette hausse induirait une appréciation de la balance commerciale. Estimée à 19,5%, cette appréciation de la balance courante s'expliquerait par la conjugaison d'une baisse des importations (-0,5%) et d'une légère hausse des exportations (0,05%).

En résumé, la hausse des investissements par le biais des projets **PIAASI** et **PADER** serait donc de nature à donner un coup de pouce à un secteur informel qui emploie l'essentiel de la population active au Cameroun, au prix d'un léger repli de la production du secteur formel.

5.1.2 Hausse des salaires (19,45%) et baisse des taxes d'importations (17%)

La hausse des salaires et la baisse des taxes sur les importations que nous voulons simuler se présente comme suit :

- ➔ augmentation de la masse salariale de l'Etat à raison de 8 milliards de FCFA par mois, soit 96 milliards de FCFA par an ;

- ➔ baisse des importations par le biais de la suspension des droits de douane sur certains produits de première nécessité estimée à 30 milliards de FCFA par le Ministère des Finances du Cameroun.

Ces mesures de politique économique se traduiraient ex post par une baisse de près de 0,4% des recettes fiscales de l'Etat, soit 8,9 milliards de FCFA. L'amortissement des pertes provenant de la suspension des taxes sur les importations de certains produits serait possible, malgré la baisse des taxes sur la production informelle (0,18%), grâce à un renflouement des caisses de l'Etat par le biais d'une hausse simultanée des taxes sur la production des biens « *formels* » (0,2%), des taxes sur les produits « *formels* » (0,46%), les taxes sur les entreprises (0,85%) et l'impôt collecté sur les revenus des ménages (6,23%).

Contre toute attente, la hausse des salaires et la diminution du niveau d'imposition sur les biens importés ne permettraient pas une amélioration globale des performances des acteurs du secteur informel. La preuve est donnée par le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Evolution des performances du secteur informel

Agrégats	Evolution (%)
Production informelle	-0,18
Production du cce informel	-0,01
Consommation finale en biens informels	-0,8
Demande intermédiaire en produits informels	-0,02
Prix de la VA informelle	-3,1
Prix de la VA du cce informel	-0,5

Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003) et nos calculs

Au regard de l'évolution du prix de la valeur ajoutée de la branche d'activités informelle (-3,1%), nous pouvons conclure que la baisse de la production de ce secteur (-0,18%) conduirait inévitablement à une baisse de la création des richesses dans celui-ci. Ceci aurait alors un impact direct sur le revenu des ménages informels (-2,8% pour les ménages « *informels agricoles* » et -2,6% en ce qui concerne les ménages « *informels non agricoles* »), affectant ainsi par ricochet la consommation de ces ménages, leur épargne et leur capacité de financement de la façon suivante :

Tableau 5 : Consommation, épargne et capacité de financement des ménages informels

Agrégats	Evolution (%)
Consommation MIA	-2,8
Consommation MINA	-2,5
Epargne MIA	-2,76
Epargne MINA	-2,55
Capacité de financement MIA	-5,7
Capacité de financement MINA	-5,3

MIA : Ménages « *informels agricoles* »
MINA : Ménages « *informels non agricoles* »

Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003) et nos calculs

Au delà de l'effet négatif qu'auraient ces mesures de politique économique sur le secteur informel, on note une hausse de 2,51% des importations contribuant à déprécier la balance des transactions courantes.

5.1.3 Hausse des salaires, hausse des investissements et baisse des taxes sur les importations

La combinaison des mesures de politiques économiques suscitées n'est guère reluisante pour le secteur informel, bien que les résultats apparaissent moins embarrassant pour ce secteur dans le cadre de cette troisième simulation par rapport à la seconde. C'est ainsi que la prise en compte des investissements des ménages « *informels* » permet d'améliorer les indicateurs du niveau d'activité du secteur informel. L'illustration de cette amélioration est faite par le tableau ci-dessous :

Tableau 6 : De la simulation 2 à la simulation 3 : un état moins alarmant

Agrégats (évolution %)	Simulation 2	Simulation 3	Différence
Production informelle	-0,18	-0,171	0,009
Production du cce informel	-0,01	-0,005	0,005
Prix de la VA informelle	-3,1	-2,9	0,2
Prix de la VA du cce informel	-0,5	-0,3	0,2
Revenus des MIA	-2,769	-2,6	0,169
Revenus des MINA	-2,557	-2,4	0,157
Consommation finale en biens informels	-0,8	-0,7	0,1
Consommation MIA	-2,8	-2,6	0,2
Consommation MINA	-2,5	-2,4	0,1
Demande intermédiaire en produits informels	-0,02	-0,06	-0,04
Demande de travail des activités informelles	-3,291	-3,11	0,181
Demande de travail du commerce informel	-0,527	-0,26	0,267

Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003) et nos calculs

Au sortir de ce tableau, force est de constater que l'impact positif qu'exerce les investissements additionnels dans le secteur informel ne serait pas suffisant pour compenser l'effet d'éviction dû à la conjugaison d'une hausse des salaires des ménages « *formels* » et de la baisse des taxes sur les importations des produits de première nécessité.

5.2 Impact sur la pauvreté

L'analyse de la pauvreté qui est faite ici a été mise en œuvre avec le Logiciel DAD (Distributive Analysis). Elle est basée sur la distribution des dépenses de consommation par unité de consommation. Le seuil de pauvreté utilisé est celui calculé par l'INS du Cameroun à partir de l'ECAM3 (Soit 269443 FCFA par an et par tête). Les chocs des différentes politiques analysées à travers les simulations n'affectant pas de manière uniforme tous les ménages, l'analyse de pauvreté a tenu compte de la typologie des ménages retenus dans le modèle (Ménages formels, Ménages Informels Non agricoles, Ménages Informels agricoles).

Les résultats des analyses sur l'évolution de la pauvreté sont consignés dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Impact des politiques sur la pauvreté

Indicateurs	FGT0			FGT1			FGT2		
Simulation 1									
Ménages	Avant	Après	Δ	Avant	Après	Δ	Avant	Après	Δ
formels	14,65	14,79	0,13	3,78	3,80	0,02	1,41	1,41	0,01
informels agricoles	22,97	22,88	-0,09	5,73	5,70	-0,03	2,06	2,05	-0,01
informels non agricoles	59,57	59,46	-0,11	19,43	19,37	-0,06	8,14	8,10	-0,03
Total	39,88	39,83	-0,05	12,31	12,28	-0,04	5,03	5,01	-0,02
Simulation 2									
formels	14,65	13,02	-1,64	3,781	3,16	-0,62	1,407	1,14	-0,27
informels agricoles	22,97	24,60	1,63	5,734	6,24	0,50	2,062	2,28	0,21
informels non agricoles	59,57	61,14	1,57	19,43	20,48	1,05	8,136	8,73	0,60
Total	39,88	40,78	0,89	12,31	12,85	0,54	5,026	5,33	0,31
Simulation 3									
formels	14,65	13,02	-1,64	3,78	3,17	-0,61	1,407	1,14	-0,26
informels agricoles	22,97	24,59	1,62	5,73	6,20	0,47	2,062	2,26	0,20
informels non agricoles	59,57	61,10	1,52	19,43	20,42	0,99	8,136	8,70	0,56
Total	39,88	40,75	0,87	12,31	12,81	0,50	5,026	5,31	0,29

De l'analyse du tableau, il apparaît que la hausse des investissements privés des ménages informels conduit à une diminution de tous les indicateurs de pauvreté au niveau

global (-0,05%). Par contre la hausse des salaires dans le secteur formel et la réduction des taxes à l'importation sur certains produits de première nécessité ont pour conséquence un accroissement du nombre de pauvres au Cameroun (0,89%) et aggravation de leur situation, notamment la profondeur et la sévérité. Dans l'ensemble, l'impact de la deuxième simulation est atténué par l'exécution des programmes PIAASI et PADER. Ce résultat cache cependant, des disparités suivant le type de ménages. La baisse de l'incidence de la pauvreté consécutive à la hausse des investissements privés des ménages informels est entièrement due à la baisse du nombre de pauvres parmi les ménages informels (0,09% des individus des ménages informels non agricoles et 0,11% parmi les ménages informels agricoles). Cette politique accroît l'incidence de la pauvreté parmi les ménages formels de 0,13%. De même, la profondeur et la sévérité de la pauvreté subissent une baisse dans le secteur informel, mais augmentent pour les ménages formels.

En qui concerne la deuxième simulation sur la hausse des salaires des fonctionnaires du public et la baisse des taxes sur les importations, nous notons qu'ils ont pour effet de baisser la pauvreté des ménages formels (-1,64%) et d'accroître celui des ménages informels. A cet effet s'ajoute une augmentation de la sévérité et de la profondeur de la pauvreté chez les ménages informels, surtout les ménages informels agricoles. Ainsi ces derniers s'éloignent encore plus de la ligne de pauvreté. La conjugaison de la hausse des investissements des ménages informels, de la hausse des salaires formels et la baisse des taxes sur les importations bien que contribuant à augmenter la pauvreté au Cameroun (0,87%), atténue les effets négatifs sur les ménages informels et réduit légèrement l'effet positif sur les ménages formels de la deuxième simulation.

En somme, nous retenons que toute simulation en faveur d'une catégorie donnée de ménages a pour effet l'amélioration du bien être dans cette catégorie et une dégradation dans les autres.

6 Conclusion

Ce travail s'est penché sur la question de l'analyse des performances du secteur informel et de la pauvreté au Cameroun dans un environnement économique marqué par d'importantes mesures de politique économique à savoir, la hausse des salaires des personnels civils et militaires de l'Etat, la baisse des taxes sur les importations de certains produits de première nécessité en Mars 2008 et la hausse des investissements des ménages « informels » par le biais des projets **PIAASI** et **PADER** en utilisant une approche méthodologique basée sur les Modèles d'Equilibre Général Calculable. La mise en œuvre d'une telle méthodologie a nécessité la construction d'une Matrice de Comptabilité Sociale propice à la simulation des différentes mesures de politique économiques pour lesquelles nous voulions analyser l'impact. Nous avons ainsi construit une MCS constitué de :

- ➔ cinq branches d'activités : la branche des activités formelles, la branche des activités informelles, les branches des services commerciaux formels et informels et la branche des activités non marchandes ;
- ➔ cinq biens produits chacun par une branche d'activités ;
- ➔ deux facteurs de production, Capital et Travail, se distinguant à chaque fois par leur origine (formel ou informel) ;
- ➔ trois types de ménages (formels, informels agricoles et informels non agricoles) ;
- ➔ un compte des administrations publiques, un compte des entreprises et un compte du reste du monde ;
- ➔ et un compte de Capital ou compte d'investissement qui est lui même désagrégé suivant les secteurs institutionnels résidents.

Les équations relatives à formalisation du dualisme de l'économie camerounaise ont été inspirées des travaux **Cogneau et al** (1996), de **Montaud** (2001) et de **Strimbu Lee** (2005).

Ce papier a permis de mettre en exergue l'effet d'éviction que le secteur formel exerce sur le secteur informel et vice versa. En effet les politiques ou programmes d'appui aux acteurs du secteur informel contribueraient à la relance de la production dans ce secteur tout en affectant négativement celle du secteur formel. De l'autre côté, la simulation de la politique visant l'augmentation des salaires formels permettrait l'augmentation de la

production formelle et le repli de la production informelle. Toutefois, il est à noter que la hausse des investissements des ménages « *informels* » serait à l'origine d'une baisse de la pauvreté au niveau national, pendant que le nombre de pauvres dans les ménages formels accuserait une légère hausse.

Ce travail présente cependant des limites qu'il conviendrait de souligner. En effet, la décomposition de l'économie faite dans la MCS pourrait rendre les résultats peu consistents. Toutes les tentatives d'obtenir une décomposition plus détaillée sont restées vaines car le logiciel GAMS utilisé est sans licence et ne supporte qu'un faible nombre d'équation. Ainsi, cette étude pourrait fait l'objet d'approfondissement en prenant en compte plus d'agents, de secteurs, de produits et d'activités.

Références

- [1] **Adoété Ega A. (2007)** : "*Stratégie sectorielle, Pauvreté et vulnérabilité : cas du Togo*", PEP ;
- [2] **Annabi N., Cockburn J. et Decaluwé B. (2003)** : "*Formes Fonctionnelles et Paramétrisation dans les MCEG*", CREFA, Université de LAVAL, Canada ;
- [3] **Archambault, E. (2003)** : "*Comptabilité nationale*", Paris : Economica ;
- [4] **Boccanfuso D., Cabral F., Cissé F., Diagne A. et Savard L. (2003)** : "*Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal : une approche par la modélisation en équilibre général calculable microsimulé*", CREA, Sénégal ;
- [5] **Bourguignon F., De Melo J. et Suwa A. (1991)** : "*Modelling the effects of adjustment programs on income distribution*", World Development, Vol. 19, No. 11, pp. 1527-1544 ;
- [6] **Charmes, J., (2005)** : "*Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel*";
- [7] **Chemingui M. et Thabet C., (2008)** : "*Agricultural trade liberalization and poverty in Tunisia : Microsimulation in a General Equilibrium Framework*", Working Paper, PEP ;
- [8] **Cogneau, D., Razafindrakoto, M. et Roubaud F. (1996)** : "*Le secteur informel urbain et l'ajustement au Cameroun*", (PUF, Éd.) Revue d'économie du développement (3), pp. 27-63 ;
- [9] **Décaluwé B., Dumont J.C. et Savard L. (1999)** : "*Mesurer la pauvreté et les inégalités dans un modèle d'équilibre général calculable*", CREFA, Université de LAVAL, Canada ;
- [10] **Decaluwé B., Patry A., Savard L. et Thorbecke E. (1998)** : "*Poverty Analysis Within a General Equilibrium Framework*", CREFA, Université de LAVAL, Canada ;
- [11] **Emini C., Cockburn J. et Décaluwé B. (2005)** : "*The poverty impacts of the Doha Round in Cameroon : the Role of Tax Policy*", PEP ;

- [12] **Emini C., Ongolo V., Kanmi D. et Tadjuidje M. (2006)** : "*Décomposition des effets des politiques économiques sur l'évolution de la pauvreté au Cameroun : Une analyse en équilibre général micro-simulé avec double-calibration*", PEP ;
- [13] **Fofana I., Cockburn J. et Decaluwé B. (2006)** : "*Impacts Distributifs de la Libéralisation du Commerce Extérieur en Afrique de l'Ouest : le Pari de la Réduction de la Pauvreté se Rempporte en Zones Rurales* ;
- [14] **Guindo S. (2008)** : "*Analyse de la qualité et de la sensibilité des indicateurs de pauvreté et d'inégalité*", Mémoire professionnel soutenu à l'ENSEA, Abidjan ;
- [15] **Kelley B. (1994)** : "*The Informal Sector and the Macroeconomy :A Computable General Equilibrium Approach for Peru*", World Development. Vol. 22, No. 9, pp. 1393-1411 ;
- [16] **Montaud J. M. (2001)** : "*Deux approches macroéconomiques du secteur informel en Equateur*", CED, Université de Montesquieu-Bordeaux-IV, France ;
- [17] **Morasse J. (2005)** : "*Inventaire des Indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale*", Institut de la statistique du Québec ;
- [18] **Ndjana W. (2009)** : "*Impact des récentes mesures de politique économique au Cameroun sur les performances du secteur informel*", Mémoire soutenu à l'ISSEA, Yaoundé ;
- [19] **ONU, BM, OCDE, FMI (1993)** : "*Système de Comptabilité Nationale*, Washington ;
- [20] **Strimbu Lee S. (2005)** : "*Modèle déséquilibre général calculable appliqué à la Roumanie*, Université d'Orlean ;
- [21] **Thorbecke E. (1991)** : "*Adjustment growth and income distribution in Indonésie*", World Development, vol. 19, No. 11 pp. 1595-1614 ;

7 Annexes

Tableau 8 : Variables endogènes modèle

Variables	Libellés	NBRE
PRODUCTION ET DEMANDE DE FACTEUR		
X_i	Production dans la branche I	(5)
LD_i	Demande de travail dans la branche I	(5)
VA_i	Valeur ajoutée de la branche I	(5)
CONSOMMATION INTERMEDIAIRE		
DI_n	Demande intermédiaire du produit N	(2)
CI_i	Consommation Intermédiaire de la branche I	(5)
$CIJ_{n,i}$	Consommation intermédiaire sectorielle en bien non marchands	(10)
PRIX		
PVA_i	Prix de la valeur ajoutée de la branche I	(5)
$PM_{pn,for}$	Prix a la consommation des importations en produit pnfor	(1)
$PE_{pn,for}$	Prix a la consommation en produit pnfor	(1)
PX_i	Prix de la production dans la branche I	(5)
PC_i	Prix a la consommation	(5)
PD_n	Prix à la production du bien domestique dans la branche N	(2)
PL_n	Prix à la production hors taxe du bien domestique dans la branche N	(2)
$R_n m$	Taux de rendement du capital dans la branche marchande N	(4)
REVENU ET EPARGNE		
Ménage		
YTM_M	Revenu total du ménage M	(3)
$YTDM_M$	Revenu total disponible du ménage M	(3)
YM	Revenu total de tous les ménages	(1)
YDM	Revenu disponibles de tous les ménages	(1)
SMM_M	Epargne du ménage m	(3)
$BCFM_M$	Besoin ou capacité de financement du ménage M	(3)
Transferts		
$TMGMF$	Montant global des transferts des ménages formels à l' Etat	(1)
$TMMMFM_I$	Montant global des transferts des ménages formels aux ménages	(2)
$TMRMF$	Montant global des transferts des ménages formels au reste du monde	(1)
$TMEMF$	Montant global des transferts des ménages formels aux entreprises	(1)
TEM_M	Montant global des transferts des entreprises verses au ménage M	(3)
TEG	Montant global des transferts des entreprises verses à l' Etat	(1)
Taxes		
$TXMF$	Montant global des taxes le revenu des ménages formels	(1)
TXE	Montant global des taxes sur le revenu des entreprises	(1)
$TXM_{pn,for}$	Montant global des recettes douanières sur les importations	(1)
$TXP_{pn,for}$	Montant global de taxes indirectes	(1)
$TXS_n m$	Montant global des taxes sur la production	(4)
$TXEXP_{pn,for}$	Montant global des taxes sur les exportations de produits pnfor	(1)

Entreprises		
YE	Revenu total des entreprises	(1)
RE	Revenu du capital des entreprises	(1)
SE	Epargne des entreprises	(1)
$BCFE$	Besoin ou capacité de financement des entreprises	(1)
Etat		
YG	Revenu total de l' Etat	(1)
SG	Epargne de l' Etat	(1)
$BCFG$	Besoin ou capacité de financement de l' Etat	(1)
CONSOMMATION ET DEMANDE		
Consommation		
CTM_M	Consommation totale du ménage M	(3)
$CM_{n,M}$	Consommation du ménage M en produit N	(6)
CG_i	Consommation de l' Etat en produit administratif	(2)
CF_n	Consommation final en produit N	(2)
Investissement		
$INVP_n$	Investissement prive en produit N	(2)
IPT	Investissement prive total	(1)
$INVG_n$	Investissement public en produit N	(2)
$INVPE$	Investissement prive des entreprises	(1)
$INVPT_{n,M}$	Investissement prive du ménage M et produit N	(6)
Consommation intermediaire		
MC_n	Marge commerciale sur le produit N	(2)
	Demande et offre domestique	
XD_n	Demande domestique du produit composite N	(2)
Q_n	Offre domestique du produit composite N	(2)
COMMERCE INTERNATIONAL		
EXP_{pnfor}	Exportation du produit pnfor	(1)
MX_{pnfor}	Volume des importations du produit pnfor	(1)
BC	Balance commercial évaluée du cote du reste du monde	(1)
Leon	Variable de vérification de la loi de Walras	(1)
Total		131

Tableau 9 : Variables exogènes du modèle

Variables	Libellés	Nombre
KD_i	Demande de capital dans la branche I	(5)
LS	Offre de travail	(1)
W_i	Taux de salaire dans la branche I	(5)
PWE_{pn_for}	Prix mondial des exportations	(1)
PWM_{pn_for}	Prix mondial des importations	(1)
$PINDEX$	Indice de prix a la production (numéraire)	(1)
TGM_M	Montant global des transferts de l' Etat verses au ménage M	(3)
TRM_M	Montant global des transferts en provenance du RDM versés au ménage M	(3)
TGE	Montant global des transferts de l' Etat aux entreprises	(1)
TRE	Montant global des transferts du reste du monde aux entreprises	(1)
TER	Montant global des transferts des entreprises verses au reste du monde	(1)
TRG	Montant global des transferts du reste du monde a l' Etat	(1)
TGR	Montant global des transferts de l' Etat aux restes du monde	(1)
$RDMSR$	Rémunération salariale verse au reste du monde	(1)
$RDMSV$	Rémunération salariale reçue du reste du monde	(1)
$TRKRG$	Transfert en capital verse par le reste du monde à l' Etat	(1)
CTG	Consommation totale de l' Etat	(1)
CTG	Consommation totale de l' Etat	(1)
IGT	Investissement public total	(1)
$INVPTM_M$	Investissement prive total du ménage M	(3)
E	Taux de change nominal	(1)
Total		35

Tableau 10 : Paramètres du modèle

Paramètres	Libellés	Nombre
α_i	Paramètre de la COBB-DOUGLAS	(5)
A_i	Coefficient d'échelle dans la COBB-DOUGLAS	(5)
io_i	Coefficient technique (consommation intermédiaire)	(5)
v_i	Coefficient technique (valeur ajoutée)	(5)
$\lambda_{MF,Kfor}$	Part des revenus du capital formel versée aux ménages formels	(1)
$\lambda_{SE,Kfor}$	Part des revenus du capital formel versée à l'entreprise	(1)
$\lambda_{ad,Kfor}$	Part des revenus du capital formel versée aux apu	(1)
$\lambda_{MI,Linf}$	Part du revenu du travail informel versé au ménage informel MI	(2)
$\lambda_{MI,Kinf}$	Part du revenu du capital informel versé au ménage informel MI	(2)
β_I^X	Part du bien i dans la valeur ajoutée totale	(5)
$txem_M$	Part des transferts des entreprises versées au ménage M	(3)
$txmg_{MF}$	Taux de transfert des ménages formels à l'Etat	(1)
$txmm_{MI}$	Taux de transfert des ménages formels au ménage informel MI	(2)
$txrmf$	Taux de transfert des ménages formels au reste du monde	(1)
$txmemf$	Taux de transfert des ménages formels aux entreprises	(1)
$txeg$	Part du revenu des entreprises versé sous forme de transfert à l'Etat	(1)
tye	Taux de taxe du revenu des entreprises	(1)
$txsp_{pnfor}$	Taux de taxation sur les produits	(1)
$txsm_{pnfor}$	Taux de taxation des importations de produits formels	(1)
$txex_{pnfor}$	Taux de taxation des exportations de produits formel PNFOR	(1)
txs_{nm}	Taux de taxation de la production de la branche N	(4)
$txymf$	Taux de taxation des revenus de ménages formels	(1)
pms_M	Propension marginale à épargner des ménages M	(3)
G_i	Part du bien n dans la consommation publique	(2)
P_n	Part de l'investissement privé en bien n dans l'investissement privé total	(2)
$PM(n, M)$	Part de l'investissement en produit n dans l'investissement du ménage M	(6)
β_I^C	Part de l'investissement public en bien n dans l'investissement public total	(2)
$\beta_{C_{Mn,M}}$	Part du produit i dans la consommation du ménage M	(6)
$aNI_{n,i}$	Part de la consommation intermédiaire du produit n dans la branche I	(10)
b_{pnfor}^T	Coefficient d'échelle dans la fonction d'exportation cet du produit formel PNFOR	(1)
δ_{pnfor}^T	Part distributive dans la fonction d'exportation cet du produit formel PNFOR	(1)
ρ_{pnfor}^T	Paramètres de substitution dans la fonction d'exportation cet du produit formel PNFOR	(1)
σ_{pnfor}^T	Elasticité de transformation dans la fonction d'exportation cet du produit formel PNFOR	(1)
b_{pnfor}^S	Coefficient d'échelle dans la fonction d'importation ces du produit N	(1)
δ_{pnfor}^{SM}	Part distributive dans la fonction d'importation ces du produit N	(1)
ρ_{pnfor}^{SM}	Paramètres de substitution dans la fonction d'importation ces du produit N	(1)
σ_{pnfor}^{SM}	Elasticité de substitution dans la fonction d'importation ces du produit N	(1)
$tmgc_N$	Taux de marge commerciale sur le produit N	(2)
Total		91

Tableau 11 : Résultats des simulations

Variables	Valeur de base	Simulation 1	Simulation 2	Simulation 3
Production et demande de facteurs				
X_{FORM}	5168938	5162009,45 (-0,134)	5179436,16 (0,203)	5172817,84 (0,075)
X_{INFORM}	5238646	5239176,98 (0,01)	5229168,18 (-0,181)	5229687,12 (-0,171)
X_{CFORM}	1102541	1102522,7 (-0,002)	1102604,32 (0,006)	1102586,86 (0,004)
$X_{CINFORM}$	678815	678848,146 (0,005)	678746,984 (-0,01)	678780,823 (-0,005)
X_{APU}	579461	583963,791 (0,777)	583823,929 (0,753)	588145,029 (1,499)
VA_{FORM}	2008847	2006154,3 (-0,134)	2012926,99 (0,203)	2010354,85 (0,075)
VA_{INFORM}	3553209	3553569,15 (0,01)	3546780,49 (-0,181)	3547132,47 (-0,171)
VA_{CFORM}	886522	886507,283 (0,005)	886572,917 (0,006)	886558,874 (0,004)
$VA_{CINFORM}$	551952	551978,952 (0,005)	551896,695 (-0,01)	551924,21 (-0,005)
VA_{APU}	298170	300486,976 (0,777)	300415,008 (0,753)	302638,492 (1,499)
LD_{FORM}	760409	757719,261 (-0,354)	764495,79 (0,537)	761917,781 (0,198)
LD_{INFORM}	192305	192665,468 (0,187)	185977,12 (-3,291)	186318,435 (-3,113)
LD_{CFORM}	3958	3943,31 (-0,371)	4009,244 (1,295)	3995,045 (0,936)
$LD_{CINFORM}$	10474	10500,986 (0,258)	10418,838 (-0,527)	10446,246 (-0,265)
LD_{APU}	298170	300486,976 (0,777)	300415,008 (0,753)	302638,492 (1,499)
Revenus et épargne				
Ménages				
YTM_{MF}	1721280	1718886,06 (-0,139)	1828639,44 (6,237)	1827052,95 (6,145)
YTM_{MIA}	2377390	2381665,69 (0,18)	2311554,46 (-2,769)	2315654,25 (-2,597)
YTM_{MINA}	2039886	2042939,43 (0,15)	1987721,99 (-2,557)	1990648,76 (-2,414)
$YTDM_{MF}$	1448253	1446238,79 (-0,139)	1538583,24 (6,237)	1537248,4 (6,145)
$YTDM_{MIA}$	2377390	2381665,69 (0,18)	2311554,46 (-2,769)	2315654,25 (-2,597)

Variables	Valeur de base	Simulation 1	Simulation 2	Simulation 3
$YTDM_{MINA}$	2039886	2042939,43 (0,15)	1987721,99 (-2,557)	1990648,76 (-2,414)
YM	6138556	6143491,19 (0,08)	6127915,89 (-0,173)	6133355,96 (-0,085)
YDM	5865529	5870843,91 (0,091)	5837859,69 (-0,472)	5843551,41 (-0,375)
SMM_{MF}	172999	172758,395 (-0,139)	183789,27 (6,237)	183629,818 (6,145)
SMM_{MIA}	19419	19453,925 (0,18)	18881,242 (-2,769)	18914,73 (-2,597)
SMM_{MINA}	54724	54805,914 (0,15)	53324,597 (-2,557)	53403,113 (-2,414)
$BCFM_{MF}$	84098	83857,395 (-0,286)	94888,27 (12,831)	94728,818 (12,641)
$BCFM_{MIA}$	9440	9042,125 (-4,215)	8902,242 (-5,697)	8502,93 (-9,927)
$BCFM_{MINA}$	26602	16683,914 (-37,283)	25202,597 (-5,261)	15281,113 (-42,557)
Transferts				
TEM_{MF}	504550	502792,476 (-0,348)	508806,573 (0,844)	507116,769 (0,509)
TEM_{MIA}	56633	56435,727 (-0,348)	57110,777 (0,844)	56921,106 (0,509)
TEM_{MINA}	159603	159047,047 (-0,348)	160949,471 (0,844)	160414,939 (0,509)
$TMMMF_{MIA}$	28	27,961 (-0,139)	29,746 (6,236)	29,721 (6,146)
$TMMMF_{MINA}$	20	19,972 (-0,14)	21,247 (6,235)	21,229 (6,145)
$TMRMF$	23137	23104,821 (-0,139)	24580,098 (6,237)	24558,773 (6,145)
$TMEMF$	8070	8058,776 (-0,139)	8573,341 (6,237)	8565,903 (6,145)
$TMGMF$	59151	59068,733 (-0,139)	62840,358 (6,237)	62785,839 (6,145)
TEG	273050	272098,871 (-0,348)	275353,552 (0,844)	274439,072 (0,509)
Etat				
YG	1410973	1406654,57 (-0,306)	1405893,36 (-0,36)	1401975,9 (-0,638)
SG	465887	461568,57 (-0,927)	460807,361 (-1,09)	456889,899 (-1,931)

Variables	Valeur de base	Simulation 1	Simulation 2	Simulation 3
<i>BCFG</i>	171501	167182,57 (-2,518)	166421,361 (-2,962)	162503,899 (-5,246)
Taxes				
<i>TXM_{FORM}</i>	176452	175561,628 (-0,505)	150129,092 (-14,918)	149405,675 (-15,328)
<i>TXP_{FORM}</i>	410543	409233,796 (-0,319)	412429,916 (0,46)	411172,383 (0,153)
<i>TXEXP_{FORM}</i>	300	300,171 (0,057)	301,008 (0,336)	301,172 (0,391)
<i>TXS_{FORM}</i>	25880	25845,31 (-0,134)	25932,562 (0,203)	25899,426 (0,075)
<i>TXS_{INFORM}</i>	6825	6825,692 (0,01)	6812,652 (-0,181)	6813,328 (-0,171)
<i>TXS_{CFORM}</i>	222	221,996 (-0,002)	222,013 (0,006)	222,009 (0,004)
<i>TXS_{CINFORM}</i>	5073	5073,248 (0,005)	5072,492 (-0,01)	5072,745 (-0,005)
<i>TXMF</i>	182621	182367,013 (-0,139)	194011,412 (6,237)	193843,092 (6,145)
<i>TXE</i>	228549	227752,884 (-0,348)	230477,125 (0,844)	229711,685 (0,509)
Entreprises				
<i>YE</i>	2139352	2131899,89 (-0,348)	2157400,38 (0,844)	2150235,41 (0,509)
<i>RE</i>	2061536	2054095,11 (-0,361)	2079081,04 (0,851)	2071923,5 (0,504)
<i>SE</i>	858043	854848,883 (-0,372)	865778,877 (0,902)	862707,835 (0,544)
<i>BCFE</i>	27403,231	43832,095 (59,952)	-5626,198 (-120,531)	10415,831 (-61,991)
Consommation et demande				
Ménages				
<i>CTM_{MF}</i>	1275254	1273480,39 (-0,139)	1354793,97 (6,237)	1353618,58 (6,145)
<i>CTM_{MIA}</i>	2357971	2362211,77 (0,18)	2292673,22 (-2,769)	2296739,52 (-2,597)
<i>CTM_{MINA}</i>	1985162	1988133,51 (0,15)	1934397,39 (-2,557)	1937245,65 (-2,414)
<i>CM_{FORM, MF}</i>	453270,441	453105,973 (-0,036)	484169,931 (6,817)	484223,579 (6,829)
<i>CM_{FORM, MIA}</i>	740663,56	742759,419 (0,283)	724083,304 (-2,239)	726077,845 (-1,969)
<i>CM_{FORM, MINA}</i>	623559,394	625135,612 (0,253)	610929,966 (-2,025)	612428,637 (-1,785)

Variables	Valeur de base	Simulation 1	Simulation 2	Simulation 3
$CM_{INFORM,MF}$	595494,781	594666,574	632636,901	632088,037
		(-0,139)	(6,237)	(6,145)
$CM_{INFORM,MIA}$	1215766,064	1217952,6	1182098,64	1184195,21
		(0,18)	(-2,769)	(-2,597)
$CM_{INFORM,MINA}$	1023547,433	1025079,54	997373,258	998841,813
		(0,15)	(-2,557)	(-2,414)
Etat				
CG_{FORM}	120155,074	120278,758	120810,859	120929,161
		(0,103)	(0,546)	(0,644)
CG_{APU}	579461	579750,4	498664,587	498867,354
		(0,05)	(-13,943)	(-13,908)
Consommation finale				
CF_{FORM}	1937648,468	1941279,76	1939994,06	1943659,22
		(0,187)	(0,121)	(0,31)
CF_{INFORM}	2834808,278	2837698,71	2812108,8	2815125,06
		(0,102)	(-0,801)	(-0,694)
Investissement				
$INVPE$	830639,769	811016,787	871405,075	852292,003
		(-2,362)	(4,908)	(2,607)
$INVP_{FORM}$	897510,766	877956,62	938641,042	919593,81
		(-2,179)	(4,583)	(2,46)
$INVP_{INFORM}$	33730,286	42966,299	33730,286	42966,299
		(27,382)	(0)	(27,382)
$INVG_{FORM}$	221436,04	221436,04	221436,04	221436,04
		(0)	(0)	(0)
$INVG_{INFORM}$	0	0	0	0
				(0)
$INVPTM_{MF}$	88901	88901	88901	88901
		(0)	(0)	(0)
$INVPTM_{MIA}$	9979	10411,8	9979	10411,8
		(4,337)	(0)	(4,337)
$INVPTM_{MINA}$	28122	38122	28122	38122
		(35,559)	(0)	(35,559)
IPT	1231288	1214524,49	1279194,58	1263253,19
		(-1,361)	(3,891)	(2,596)
Consommation intermédiaire				
DI_{FORM}	2071908,726	2071474,5	2076440,55	2076033,37
		(-0,021)	(0,219)	(0,199)
DI_{INFORM}	2370107,437	2368987,05	2369595,71	2368528,79
		(-0,047)	(-0,022)	(-0,067)
CI_{FORM}	2498882,618	2495533,06	2503957,87	2500758,29
		(-0,134)	(0,203)	(0,075)
CI_{INFORM}	1463027,731	1463176,02	1460380,8	1460525,73
		(0,01)	(-0,181)	(-0,171)

Variables	Valeur de base	Simulation 1	Simulation 2	Simulation 3
CI_{CFORM}	162321,69	162318,996 (-0,002)	162331,013 (0,006)	162328,442 (0,004)
$CI_{CINFORM}$	106198,093	106203,279 (0,005)	106187,452 (-0,01)	106192,746 (-0,005)
CI_{APU}	211586,03	213230,192 (0,777)	213179,123 (0,753)	214756,941 (1,499)
$CIJ_{FORM,FORM}$	1558712,316	1556622,98 (-0,134)	1561878,07 (0,203)	1559882,29 (0,075)
$CIJ_{FORM,INFORM}$	130127,692	130140,881 (0,01)	129892,263 (-0,181)	129905,154 (-0,171)
$CIJ_{FORM,CFORM}$	162321,69	162318,996 (-0,002)	162331,013 (0,006)	162328,442 (0,004)
$CIJ_{FORM,CINFORM}$	9160,998	9161,445 (0,005)	9160,08 (-0,01)	9160,537 (-0,005)
$CIJ_{FORM,APU}$	211586,03	213230,192 (0,777)	213179,123 (0,753)	214756,941 (1,499)
$CIJ_{INFORM,FORM}$	940170,302	938910,078 (-0,134)	942079,796 (0,203)	940876 (0,075)
$CIJ_{INFORM,INFORM}$	1332900,039	1333035,14 (0,01)	1330488,54 (-0,181)	1330620,58 (-0,171)
Demande et offre domestique				
XD_{FORM}	3513253	3505377,14 (-0,224)	3518185,14 (0,14)	3510654,76 (-0,074)
XD_{INFORM}	5238646	5243516,71 (0,093)	5329142,04 (1,727)	5334520,81 (1,83)
Q_{FORM}	5128504	5112146,92 (-0,319)	5176511,69 (0,936)	5160722,44 (0,628)
Q_{INFORM}	5238646	5249652,06 (0,21)	5215434,79 (-0,443)	5226620,15 (-0,23)
Commerce international				
MX_{FORM}	1615251	1607100,49 (-0,505)	1655770,72 (2,509)	1647792,17 (2,015)
BC	-46845	-55972,195 (19,484)	-10447,766 (-77,697)	-19353,211 (-58,687)
EXP_{FORM}	1655685	1656629,34 (0,057)	1661249,58 (0,336)	1662154,98 (0,391)
Marges commerciales				
MC_{FORM}	1102541	1099024,51 (-0,319)	1112861,84 (0,936)	1109467,42 (0,628)
MC_{INFORM}	678815	680241,147 (0,21)	675807,33 (-0,443)	677256,71 (-0,23)
Prix				
PVA_{FORM}	1	0,998 (-0,2)	1,003 (0,3)	1,001 (0,1)

Variables	Valeur de base	Simulation 1	Simulation 2	Simulation 3
$PV_{A_{INFORM}}$	1	1,002 (0,2)	0,969 (-3,1)	0,971 (-2,9)
PV_{ACFORM}	1	0,996 (-0,4)	1,013 (1,3)	1,009 (0,9)
$PV_{ACINFORM}$	1	1,003 (0,3)	0,995 (-0,5)	0,997 (-0,3)
$PV_{A_{APU}}$	1	1 (0)	1,32 (32)	1,32 (32)
PM_{FORM}	1,18	1,18 (0)	1,161 (-1,61)	1,161 (-1,61)
PE_{FORM}	1	1 (0)	1 (0)	1 (0)
PX_{FORM}	1	0,999 (-0,1)	0,999 (-0,1)	0,998 (-0,2)
PX_{INFORM}	1	1,001 (0,1)	0,979 (-2,1)	0,98 (-2)
PX_{CFORM}	1	0,997 (-0,3)	1,009 (0,9)	1,006 (0,6)
$PX_{CINFORM}$	1	1,002 (0,2)	0,996 (-0,4)	0,998 (-0,2)
PX_{APU}	1	1 (0)	1,162 (16,2)	1,162 (16,2)
R_{FORM}	1	0,996 (-0,4)	1,005 (0,5)	1,002 (0,2)
R_{INFORM}	1	1,002 (0,2)	0,967 (-3,3)	0,969 (-3,1)
R_{CFORM}	1	0,996 (-0,4)	1,013 (1,3)	1,009 (0,9)
$R_{CINFORM}$	1	1,003 (0,3)	0,995 (-0,5)	0,997 (-0,3)
PC_{FORM}	1,329	1,328 (-0,075)	1,322 (-0,527)	1,321 (-0,602)
PC_{INFORM}	1,13	1,13 (0)	1,13 (0)	1,13 (0)
PC_{APU}	1	1 (0)	1,162 (16,2)	1,162 (16,2)
PD_{FORM}	1,064	1,062 (-0,188)	1,063 (-0,094)	1,061 (-0,282)
PD_{INFORM}	1	1,001 (0,1)	0,979 (-2,1)	0,98 (-2)
PL_{FORM}	1	0,998 (-0,2)	0,999 (-0,1)	0,997 (-0,3)
PL_{INFORM}	1	1,001 (0,1)	0,979 (-2,1)	0,98 (-2)

Tableau 12 : MCS 2003

Comptes	Codes	Activités					Produits					Exportations	Capital	
		A1	A2	A3	A4	A5	P1	P2	P3	P4	P5	EX	Kf	Kinf
Actfor	A1						3 513 253					1 655 685		
Actinf	A2							5 238 646						
Ccefor	A3								1 102 541					
Cceinf	A4									678 815				
Actnmar	A5										579 461			
Pdtsfor	P1	2 072 215	172 997	215 797	12 179	281 291								
Pdtsinf	P2	1 061 996	1 505 615		109 611									
Ccefor	P3						1 102 541		- 1 102 541					
Cceinf	P4							678 815		- 678 815				
Actnmar	P5													
Exportations	EX													
Formel	Kf	1 248 438		882 564										
Informel	Kinf		3 360 904		541 478									
Formel	Lf	760 409		3 958		298 170								
Informel	Linf		192 305		10 474									
APUt	APUt	25 880	6 825	222	5 073		586 995				300			
APUs	APUs													
APUa	APUa												491	
Mformel	Mf												68 975	
Minfagri	Minfa													2 159 673
Minfnagri	Minfna													1 742 709
Stes	Stes												2 061 536	
APU	APUc													
Mformel	Mfc													
Minfagri	Minfac													
Minfnagri	Minfna													
Stes	Stes													
RDM	RDM						1 615 251							
Total		5 168 938	5 238 646	1 102 541	678 815	579 461	6 818 040	5 917 461	-	-	579 461	1 655 985	2 131 002	3 902 382

Codes	Travail		Secteurs institutionnels							Compte de capital					RDM	Total
	Lf	Linf	APUt	APUs	APUa	Mf	Minfa	Minfna	Stes	APUc	Mfc	Minfac	Minfna	Stes		
A1																5 168 938
A2																5 238 646
A3																1 102 541
A4																678 815
A5																579 461
P1					159 739	602 596	984 668	828 985		294 386	88 901			1 104 286		6 818 040
P2						672 658	1 373 303	1 156 177				9 979	28 122			5 917 461
P3																-
P4																-
P5					579 461											579 461
EX															1 655 985	1 655 985
Kf																2 131 002
Kinf																3 902 382
Lf															20	1 062 557
Linf															-	202 779
APUt						182 621			228 549							1 036 465
APUs	298 170															298 170
APUa			1 036 465		37 887	59 151			273 050						41 816	1 448 860
Mf	764 377			298 170	32 690				504 550						52 518	1 721 280
Minfa		112 223			42 938	28			56 633						5 895	2 377 390
Minfna		90 556			30 385	20			159 603						16 613	2 039 886
Stes					28 046	8 070			132 445						41 700	2 271 797
APUc					465 887										1 447	467 334
Mfc						172 999										172 999
Minfac							19 419									19 419
Minfna								54 724								54 724
Stes									858 043	172 948	84 098	9 440	26 602	- 247 305	- 46 845	856 981
RDM	10				71 827	23 137			58 924							1 769 149
Total	1 062 557	202 779	1 036 465	298 170	1 448 860	1 721 280	2 377 390	2 039 886	2 271 797	467 334	172 999	19 419	54 724	856 981	1 769 149	

Source : Les comptes nationaux du Cameroun (2003)

Encadrés : PIAASI et PADER**Encadré 1: Le PIAASI (Programme intégré d'appui aux acteurs du secteur informel)**

Le gouvernement, dans sa quête de l'amélioration des conditions de vie des couches sociales les plus démunies, a mis sur pied à travers le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle le **PIAASI**. Ce programme vise la lutte contre la pauvreté et le chômage en assurant la promotion des emplois décents, productifs et durables, devant permettre aux acteurs du secteur informel de s'assurer le minimum vital pour eux et pour leurs familles.

Bénéficiant d'un financement sous fonds PPTE à hauteur de 10 milliards de fcfa, deux objectifs principaux lui sont assignés :

- La formation ; et
- L'appui au financement.

Les principaux bénéficiaires des appuis du PIAASI sont les artisans, les promoteurs de services les moins favorisés en matière de capital, d'équipements, de compétences techniques et de revenus. Il s'agit par exemple des vendeurs à la sauvette, des vanniers, des maçons, des coiffeurs, etc.

Encadré 2: Le PADER (Programme d'appui au développement des emplois ruraux)

Basé sur une approche participative des populations et des structures d'encadrement, le PADER est un programme axé sur deux objectifs principaux :

- La formation ; et
- Le financement des auto-emplois.

Le public cible du **PADER** est essentiellement rural. En effet, il s'agit pour ce programme de promouvoir la culture de certains produits vivriers que sont le riz, le maïs, le haricot sec et l'ail.

Cette année, une enveloppe de 432,8 millions de fcfa est allouée au financement des projets relevant de la culture de ces produits. On y retrouve la contribution des fonds **PPTE** (190 millions), celle du **FNE** (113,3 millions) et d'autres promoteurs (129,5 millions).

Liste des tableaux

Tableau 1 : Rémunération salariale	26
Tableau 2 : Revenus du capital	27
Tableau 3 : Demande intermédiaire et investissement	29
Tableau 4 : Evolution des performances du secteur informel	32
Tableau 5 : Consommation, épargne et capacité de financement des ménages « <i>informels</i> »	33
Tableau 6 : De la simulation 2 à la simulation 3 : un état moins alarmant . . .	33
Tableau 7 : Impact des politiques sur la pauvreté	34
Tableau 8 : Variables endogènes du modèle	40

Table des figures

Figure 1 : Structure de la production au Cameroun en 2003	25
Figure 2 : Valeur ajoutée au Cameroun en 2003	26
Figure 3 : Structure de l'épargne	27
Figure 4 : Consommation finale en 2003 (millions de FCFA)	28
Figure 5 : Baisse des recettes fiscales	31

Table des matières

<i>Résumé</i>	2
<i>Abstract</i>	3
1 Introduction	4
2 Revue de la littérature	5
3 Méthodologie	9
3.1 <i>Modèle théorique</i>	9
3.1.1 <i>Production et emploi</i>	10
3.1.2 <i>Revenus et épargne</i>	11
3.1.3 <i>Demande</i>	14
3.1.4 <i>Marge commerciale et Commerce extérieur</i>	14
3.1.5 <i>Prix</i>	16
3.1.6 <i>Equilibre et calibrage du modèle</i>	17
3.2 <i>Indicateurs de performances du secteur informel</i>	19
3.2.1 <i>La production</i>	20
3.2.2 <i>La valeur ajoutée</i>	20
3.2.3 <i>Le niveau d'imposition du secteur informel</i>	20
3.2.4 <i>L'emploi</i>	20
3.2.5 <i>L'investissement</i>	20
3.2.6 <i>La rémunération des facteurs</i>	21
3.3 <i>Analyse de la pauvreté</i>	21
3.3.1 <i>L'incidence de la pauvreté</i>	21
3.3.2 <i>L'intensité de la pauvreté</i>	22
3.3.3 <i>La sévérité de la pauvreté</i>	22
3.4 <i>Les données</i>	22
4 Le secteur informel camerounais	24
4.1 <i>Production et valeur ajoutée</i>	24
4.2 <i>Revenus et épargne</i>	26

4.3	<i>Consommation et demande</i>	27
5	<i>Résultats de l'étude</i>	29
5.1	<i>Impact sur les performances du secteur informel</i>	29
5.1.1	<i>Hausse des investissements des ménages « informels »</i>	29
5.1.2	<i>Hausse des salaires et baisse des taxes d'importations</i>	31
5.1.3	<i>Hausse des salaires, hausse des investissements et baisse des taxes sur les importations</i>	33
5.2	<i>Impact sur la pauvreté</i>	34
6	Conclusion	36
	<i>Références</i>	38
7	<i>Annexes</i>	40